



**Chronique réalisée par Luc de l'Arbre**

**Samedi 16 août.**

**Sud-Kivu : plus de 3 300 retournés de Ziralo sans assistance humanitaire.** Plus de trois mille trois cents personnes retournées de Ziralo, un groupement du territoire de Kalehe (Sud-Kivu), vivent sans assistance humanitaire depuis 7 jours, a affirmé vendredi 15 août le chef de poste d'état de cette entité, Nsengo Witanene Melchior. Ces personnes avaient fui depuis le mois de juillet dernier des affrontements entre les Maï-Maï Raïa Mutomboki et Kirikicho.

**Equateur : six personnes brûlées vives pour sorcellerie à Businga.** Six personnes ont été brûlées vives les 4 et 5 août derniers par des jeunes gens de Businga, à 140 km de Gbadolite, dans le district du Nord-Ubangi, (Equateur). Elles étaient accusées d'avoir provoqué des crises d'épilepsie sur plusieurs personnes en leur jetant des sorts. Les justiciers ont aussi incendié 48 habitations appartenant à ces prétendus sorciers ou à leurs proches, faisant près de 300 personnes sans abris.

**Nord-Kivu : rencontre de réconciliation entre les communautés ethniques de Kitshanga** Les communautés ethniques de Kitchanga, au Nord-Kivu, ont décidé d'enterrer leurs haches de guerre et de promouvoir une cohabitation pacifique. Des délégués des ethnies Hunde, Tutsi et Hutu l'ont déclaré au cours d'une rencontre qui a réuni plus d'une centaine de personnes cette semaine à Kitshanga, devant les autorités administratives et les notables. La rencontre était une initiative de l'association «Programme de reconstruction de la paix et développement».

**RDC: Etienne Tshisekedi évacué vers la Belgique pour des raisons médicales.** Le président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Etienne Tshisekedi, a été évacué le matin du samedi 16 août à bord d'un avion médicalisé vers la Belgique. Le secrétaire général du premier parti d'opposition en RDC, Maître Bruno Mavungu, n'a pas voulu révéler le mal dont souffre le « leader Maximo». Il affirme cependant que M. Tshisekedi voyage pour un contrôle médical, puis des contacts politiques dans ce pays.

**RDC : signature des statuts de la nouvelle compagnie aérienne congolaise.** Les statuts de Congo Airways, la nouvelle compagnie aérienne créée par le gouvernement congolais, ont été signés vendredi 15 août à Kinshasa par les différents actionnaires. La compagnie est constituée d'un capital de près de 32 milliards et demi de francs congolais (32 435 763 766 francs congolais), soit plus de 35 millions de dollars américains. Le gouvernement congolais confie l'expertise de Congo Airways à Air France Consulting, à l'instar de celle de Transco confiée à la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

**Kinshasa: un collectif d'avocats dénonce les «tortures» infligées au député UNC Ewanga.** Le cabinet d'avocats Kabengela Ilunga dénoncé, samedi 16 août, la torture morale infligée par le parquet général de la République au secrétaire général de l'Union de la nation congolaise (UNC), le député Jean-Bertrand Ewanga, placé en «résidence surveillée» dans un hôtel de Kinshasa depuis une semaine. Le Procureur l'accuse d'avoir tenu des propos outrageants à l'endroit du chef de l'Etat lors d'un meeting de l'opposition. M. Ewanga «ne peut manger et boire que pour un total de 30 dollars américains» et est obligé d'alimenter ses douze gardes, a décrié ce cabinet d'avocats.

**La Monusco réduit sa présence à Mbandaka.** La Monusco a fermé officiellement son bureau de Mbandaka (Equateur) samedi 16 août, ne laissant sur place qu'une antenne qui va fonctionner avec un effectif réduit à dix agents. La cérémonie de transition a été présidée par Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC qu'accompagnait son adjoint chargé des questions humanitaires Moustapha Soumaré.

**RDC: 7 présumés ex-rebelles du M23 capturés à Masisi.** Au moins sept personnes, dont une blessée, seraient détenues par les FARDC depuis vendredi 15 août à Mushaki, à une quarantaine de Kms à l'ouest de Goma, dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). Soupçonnées d'appartenir à l'ex-rébellion du M23, ces personnes ont été remises aux Fardc basées à Ngungu par la milice Raïa Mutombiki qui opère dans le groupement Ufamandu I, au sud de Masisi. Avant cela, des violents combats ont opposé ces deux groupes à Remeka dans le même secteur, affirment plusieurs sources locales et administratives.

**Province Orientale : les agents de la zone de santé de Yabaondo boudent leur prime.** Les infirmiers et cadres de la zone de santé de Yabaondo, en Province Orientale, refusent de percevoir leur prime de risque du mois de juillet. Ils disent relever un écart de plus de 50 % de réduction entre le montant repris dans les listings de paie reçus de Kinshasa et la liste de paie élaborée localement. Dans une déclaration à la presse vendredi 15 août, le syndicat des infirmiers et autres agents de la zone de santé de Yabaondo affirme que, depuis plus d'une année, des soustractions sont opérées dans la prime des agents de 8 zones de santé du district sanitaire Tshopo Lomami. De son côté, l'administrateur du territoire d'Isangi promet de mener des enquêtes avant de se prononcer. Quant au comptable d'Etat d'Isangi, il est resté injoignable. (Radio Okapi)

#### **Dimanche 17 août.**

**RDC: l'UDPS, le MLC et l'UNC créent une coalition de l'opposition à l'Equateur.** Les partis politiques de l'opposition implantés à l'Equateur ont mis en place une plate-forme pour barrer la route à toute initiative visant à réviser la constitution de la République. À l'issue de la réunion des comités fédéraux de ces partis, vendredi 15 août à Mbandaka (Equateur), les participants ont implanté une coordination provinciale de ces partis de l'opposition. Cette coordination provinciale regroupe : le MLC de Jean-Pierre Bemba, l'UDPS d'Etienne Tshisekedi, l'UNC de Vital Kamhere et le CDER de Jean-Lucien Busa. Barthélémy Makambo Limbasa du MLC pilote cette coordination provinciale. Le poste de coordonnateur-adjoint est occupé par Sylvestre Mani-Tra de l'UDPS. Gérard Itamba Yengu de l'UNC en est le rapporteur et Moïse Mokonda, du Courant des démocrates rénovateurs, rapporteur adjoint. Barthélémy Makambo a indiqué que cette plate-forme permettra à ces partis de l'opposition de se préparer aux enjeux politiques de l'heure. Il s'agit notamment de la révision de la constitution que la Majorité présidentielle (MP) voudrait opérer. Pour ce faire, la coordination provinciale de cette plate-forme entend mener plusieurs actions de sensibilisation au niveau de leurs bases respectives pour barrer la route à ce projet. Le débat sur la révision de la constitution est relancé depuis la prise de position du PPRD, le parti présidentiel, qui se dit favorable à une modification de la loi fondamentale du pays. (Radio Okapi)

**Bas-Congo: la population appelée à observer les règles d'hygiène pour se prévenir contre Ebola.** L'Inspection provinciale de la santé au Bas-Congo invite la population de cette partie du pays à observer les règles d'hygiène pour se prévenir contre la fièvre hémorragique Ebola. Il s'agit notamment de laver les mains avec du savon, de cuire correctement les aliments et de s'abstenir de manger les aliments dont on ne connaît pas l'origine.

**Francophonie: le Congolais Tharcisse Loseke, candidat au secrétariat général.** Le médecin congolais Tharcisse Loseke est candidat au secrétariat général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Il a transmis sa candidature, vendredi 16 août, au ministère congolais des Affaires étrangères, en perspective du 15<sup>e</sup> Sommet de cette organisation, prévu en novembre prochain, à Dakar (Sénégal).

**Bruxelles: Tshisekedi échangera avec la diaspora congolaise, selon son entourage.** Le président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Etienne Tshisekedi wa Mulumba, séjourne depuis samedi 16 août à Bruxelles (Belgique). Arrivé dans la capitale belge à bord d'un jet

privé pour une visite médicale, il compte s'entretenir avec la communauté congolaise à Bruxelles, début septembre prochain, ont indiqué dimanche des membres de son entourage. L'agenda d'Etienne Tshisekedi prévoit également des échanges avec des membres de l'Union européenne (UE) et des responsables gouvernementaux belges notamment sur l'actualité politique de la RDC, selon les mêmes sources.

**Idiofa: des mineurs interdits de conduire les taxis-motos.** La Police de circulation routière (PCR) a interdit, depuis vendredi 15 août, aux mineurs de conduire les taxis-motos dans la cité d'Idiofa (Bandundu). Le commandant de la PCR à Idiofa, Gaby Mbeko, a pris cette décision au cours d'une rencontre avec tous les conducteurs de motos de cette cité.

**Equateur : les acteurs politiques et sociaux sensibilisés sur la fiabilisation du fichier électoral.** La Commission électorale nationale indépendante a organisé samedi 16 août un cadre de concertation avec les acteurs politiques et sociaux sur la fiabilisation du fichier électoral. Selon cette organisation citoyenne, l'objectif est d'obtenir l'implication des partis politiques, des acteurs de la société civile, les confessions religieuses, les notabilités ainsi que les agents de l'administration publique pour le bon déroulement du processus électoral en cours en vue d'avoir des élections crédibles et apaisées. Achille Bolekela a éclairé ses interlocuteurs sur les options de sa feuille de route et sur le calendrier des élections locales publié en mai dernier. Mais par rapport au mode de vote, la société civile par exemple a refusé que les députés provinciaux soient élus au suffrage universel indirect. C'est un mode qui favorise la corruption et le monnayage des voix, argumente-t-elle, ajoutant que c'est une façon de ravir à la population son droit au vote. En réaction, Achille Bolekela, a fait savoir que jusque là, ce ne sont que des options que sa structure a présentées au parlement, par rapport au temps qui lui reste et compte tenu des arriérés électoraux de 2006-2011. (Radio Okapi

**Kinshasa : un incendie déclaré au secrétariat exécutif provincial de la Ceni.** Un incendie a été déclaré dimanche 17 août dans les locaux du secrétariat exécutif provincial de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) au quartier Kingabwa à Kinshasa. Tous les ordinateurs et quelques documents se trouvant dans trois des sept pièces que compte ce bureau ont été consumés, témoigne un policier trouvé sur place.

**Katanga: Richard Muyej décide d'arrêter les auteurs du conflit ethnique Pygmées-Bantous.** Tous les auteurs cités dans le conflit qui oppose depuis environ 4 mois les Pygmées aux Bantous dans le Nord du Katanga seront arrêtés, a annoncé samedi 16 août le ministre de l'Intérieur, Richard Muyej. A l'issue de sa mission dans cette partie de la province, il a indiqué que cette mesure vise d'une part à créer un climat de cohabitation pacifique entre les deux communautés; et de l'autre, faciliter le retour des déplacés dans leur milieu d'origine.

**Lundi 18 août.**

**RDC : 74 retournés de Pointe-Noire passent la nuit à la belle étoile à Kinshasa.** Soixante-quatorze personnes, dont des femmes et des enfants, passent la nuit à la belle étoile le long du stade Cardinal Malula sur l'avenue Kabambare à Kinshasa. Ces personnes sont revenues de Pointe-Noire (République du Congo) après que le gouvernement congolais a fermé, fin juillet, le site de transit des expulsés de Brazzaville. Elles disent avoir été accueillies dans un premier temps dans l'enclos de la maison communale de Kinshasa avant d'être priées de quitter cet endroit quelques temps après.

**Rentrée scolaire: des écoles incendiées pas encore réhabilitées.** A trois semaines de la rentrée scolaire 2014-2015, de nombreux élèves risquent de ne pas reprendre le chemin de l'école dans les groupements d'Iyana, Bakano et Luberiki, en territoire de Walikale (Nord-Kivu). Les rebelles des FDLR et les miliciens Maï-Maï ont incendié, depuis plusieurs années, plus de 85 écoles dans cette contrée, en proie à l'insécurité. Des activistes des droits de l'homme du Nord-Kivu ont exprimé cette inquiétude, le week-end dernier, à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. Les enseignants, les parents d'élèves et les chefs de ces établissements s'interrogent sur leur fonctionnement à quelques semaines de la rentrée scolaire.

**Une ONG veut sortir 12 000 enfants des sites miniers au Katanga.** L'ONG Refed Mining Artisanal veut faire sortir 12 000 enfants des sites miniers de la province du Katanga. Elle a lancé vendredi 15 août à Kalemie une campagne de sensibilisation pour décourager la présence des enfants et des femmes enceintes dans les carrières minières.

**Les agents de la RVA suspendent leur grève.** Les agents de la Régie des voies aériennes (RVA) ont suspendu leur grève le vendredi 15 août. Pendant trois semaines, ils ont observé cette grève pour protester contre le contrat d'assistance technique que le gouvernement a signé avec la firme française ADPI et contre le projet de scission de leur entreprise en deux entités distinctes. Martin Sungi, président national de la délégation syndicale de la RVA, affirme que les agents de cette entreprise ont reçu des assurances du Premier ministre au sujet de ces deux revendications, sans en révéler la nature.

**Sud-Kivu: la population interdite de circuler la nuit à Sange.** Le conseil de sécurité de Sangé a interdit, depuis dimanche 17 août, aux habitants de cette cité, située à plus de 70 km au Sud de Bukavu (Sud-Kivu), de circuler au-delà de 20 heures 30 minutes. Le commandant militaire de Sange explique que la mesure n'est pas un couvre-feu mais elle vise plutôt à renforcer la sécurité dans cette contrée, en proie aux bandits armés.

**Katanga: des militaires accusés d'ingérence dans les affaires coutumières.** Le commissaire de district adjoint en charge de l'économie et des finances du Haut Lomami, Wilfrid Mukanjila, accuse des éléments des Forces armées de la RDC (FARDC) d'ingérence dans les affaires coutumières dans ce district du Katanga. D'après ses dires, des militaires tentent d'imposer un chef coutumier dans la chefferie de Kadya. Il appelle la hiérarchie militaire à éclairer rapidement cette situation afin d'éviter tout dérapage.

**Après l'incendie de son bureau à Kinshasa, la Ceni déplore la perte de plusieurs documents.** Au lendemain de l'incendie qui s'est déclaré dimanche 17 août au secrétariat provincial de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à Kinshasa, cette institution déplore la perte de plusieurs documents. Sans donner d'indications précises, le rapporteur de la Ceni, Jean-Pierre Kalamba, indique qu'une « bonne documentation » de ce bureau « est partie en fumée ».

**RDC : 3 000 victimes de violences sexuelles au premier semestre.** Près de 3 000 victimes de violences sexuelles ont été recensées lors du premier semestre de 2014 dans deux provinces de l'est de la RDC, a annoncé lundi 18 août l'hôpital Heal Africa, spécialisé dans l'aide aux victimes. Ces régions sont la cible récurrente d'attaques de groupes armés. Parmi les victimes, en grande majorité des femmes, certaines n'ont pas été soignées par l'hôpital, trop loin de chez elles, mais se sont rapprochées de centres plus proches. D'autres ont renoncé à venir car leur famille « ne les encourage pas à venir si les blessures ne sont pas très graves », a détaillé un responsable de l'hôpital. Une assistance médicale, psychosociale, économique et juridique est proposée aux victimes par Heal Africa. Plus de mille d'entre elles ont notamment reçu un traitement dans les 72 heures suivant l'agression pour prévenir une contamination au VIH et une grossesse indésirée. (Le Monde)

**Province Orientale : la Ceni a retrouvé ses deux agents portés disparus.** La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) annonce avoir retrouvé ses deux agents qui étaient portés disparus (depuis quand?) dans le groupement Ilombo, en Province Orientale. La Ceni avait perdu leur trace pendant qu'ils procédaient à la stabilisation de la cartographie électorale. Sans expliquer les circonstances de cette disparition, la Ceni affirme que ses employés sont arrivés sains et saufs à Isangi la semaine dernière. De son côté, l'administrateur du territoire d'Isangi, Lambert Matongo, a annoncé lundi 18 août la suspension et l'arrestation du chef de poste d'encadrement administratif de ce groupement qu'il accuse de complicité dans cette disparition.

**Des militaires accusés de violer une concession forestière à Mambasa.** L'Association des raffineurs d'enzymes (ENRA) dénonce l'exploitation illicite de bois dans sa concession située dans la collectivité de Babila Babombi dans le territoire de Mambasa (Province Orientale), frontalier à celui de Beni au Nord-Kivu. Devant les députés nationaux de l'Ituri jeudi 14 août à Mambasa, le directeur de cette entreprise d'exploitation forestière a accusé des soldats Fardc d'être à la base de

cette situation. «Le gros de l'exploitation illicite est orchestrée par des militaires du Nord-Kivu qui pénètrent dans notre concession forestière et qui font des arrangements avec des locaux, peut-être avec certains militaires de la Province Orientale. Ils exportent les bois et sont exemptés de toute taxe. Nous demandons une clarification de la situation et que ces coupes illicites cessent et qu'il n'y ait plus cette pénétration intempestive des militaires dans la concession», a réclamé le directeur d'ENRA, Robert Ducarme. Le président de l'Association des exploitants forestiers de Mambasa fustige l'utilisation forcée par les militaires Fardc de certains de ses membres dans la violation de la concession d'ENRA. (Radio Okapi)

## **Mardi 19 août.**

**L'ex-M23 accuse la RDC d'avoir exécuté des prisonniers de guerre.** L'ex-rébellion congolaise du M23 accuse l'armée congolaise d'avoir exécuté des prisonniers de guerre issus des rangs de l'ex-CNDP de Laurent Nkunda. Dans un communiqué parvenu lundi 18 août à Radio Okapi, le président de la branche politique de ce mouvement, Bertrand Bisimwa, indique que les faits se sont déroulés entre juillet et août 2014. Le gouvernement congolais, de son côté, rejette ces accusations. Pour son porte-parole, Lambert Mende, la RDC n'exécute plus personnes ; même pas les prisonniers condamnés à mort.

**Katanga : l'armée prend le contrôle du quartier général du chef milicien Gédéon.** L'armée indique avoir pris le contrôle du quartier général du chef de guerre Gédéon Mutanda à Kibawa dans le Nord du Katanga. Le commandant de la 61e brigade des Forces armées de la RDC, Colonel Stanislas Kabezya, qui livre cette information indique que l'armée a pris possession dimanche du fief de ce chef milicien après une attaque lancée le même jour. Le chef milicien a réussi à s'échapper.

**Le gouvernement accorde 250 bus à crédit aux transporteurs privés de Kinshasa.** Le gouvernement congolais a accordé, lundi 18 août, 250 minibus aux opérateurs privés du secteur des transports à Kinshasa. Il a à cet effet signé une convention de partenariat avec l'Association des propriétaires des véhicules affectés au transport en commun (APVECO). Le véhicule neuf de marque Hyundai est accordé à 57 000 dollars américains, payables mensuellement sur une période de quatre ans.

**Deux routes en projet pour relier le Kasai-Occidental à l'Angola.** Le gouverneur du Kasai-Occidental, Alex Kande Mupompa, a annoncé le week-end dernier, le projet de construction de deux routes d'intérêt régional qui relieront sa province à la République d'Angola. Il a indiqué que la première route, longue de 200 km, partira de Kananga, chef-lieu du Kasai-Occidental, au poste frontalier de Kalambambuji.

**L'Unicef salue la «gratuité progressive» de l'enseignement primaire en RDC.** La RDC a enregistré d'énormes progrès dans le volet éducation des objectifs du millénaire pour le développement. La représentante adjointe de l'Unicef en RDC, Sylvie Fouet, l'a affirmé mardi 19 août au cours d'un café de presse à Kinshasa. Elle attribue notamment cette amélioration à la gratuité progressive de l'enseignement primaire en RDC. Il reste cependant encore des défis à relever dans le maintien des élèves à l'école et la qualité de l'enseignement, a-t-elle ajouté.

**Ituri: plus de 400 000 déplacés vivent dans la précarité.** Plus de quatre cent mille déplacés de guerre vivent encore dans conditions humanitaires précaires, a annoncé mardi 19 août à Bunia le bureau de coordination des affaires humanitaires en Ituri à l'occasion de la journée mondiale de l'aide humanitaire. Cette situation sévit notamment au sud d'Irumu et dans le territoire de Mambasa, où les FARDC poursuivent la traque des groupes armés encore actifs.

**Katanga : des soupçons de fraudes dans l'enregistrement des réfugiés angolais à Dilolo.** La Société civile de Dilolo dénonce des cas de fraude dans l'identification et l'enregistrement des réfugiés angolais candidats au rapatriement volontaire, débutés il y a deux semaines dans ce territoire du Katanga. Pour le président de cette structure citoyenne, 80% de ceux qui enregistrés sont des Congolais et non des Angolais. **Début du rapatriement volontaire de 30 000 réfugiés angolais de Kinshasa.** Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a

commencé mardi 19 août le rapatriement volontaire de 30 000 réfugiés angolais vivant depuis plusieurs années à Kinshasa. Au moins 500 de ces réfugiés ont pris place ce mardi à bord d'un train, à la gare centrale de Kinshasa, à destination de Matadi, dans le Bas-Congo, avant de rejoindre la frontière entre les deux pays. C'est la suite d'un rapatriement volontaire suspendu en 2012 en raison d'élections législatives en Angola. (Radio Okapi)

**Maniema: 2 miliciens tués dans des affrontements avec des Fardc à Amalasa.** Les affrontements entre des Maï-Maï Simba et des militaires congolais ont fait trois morts-dont deux miliciens- et trois blessés. Les deux groupes se sont affrontés samedi 16 et lundi 18 août dans la localité d'Amalasa au Maniema. Ces combats ont occasionné un déplacement de la population de ce secteur.

**Sud-Kivu: les jeunes de Kalehe appelés à quitter les groupes armés.** Le questeur adjoint de l'Assemblée nationale, Jean-Bosco Kaboy Bwivu, a appelé lundi 18 août la jeunesse du territoire de Kalehe (Sud-Kivu) à ne plus se laisser manipuler par certains politiciens, qui «utilisent les jeunes dans la brousse pour leurs propres intérêts». Une allusion aux politiciens qui incitent les jeunes à rejoindre les groupes armés. Au cours d'une conférence de presse à Minova, Kaboy Bwivu a invité les jeunes à contribuer à la pacification de Kalehe en quittant les groupes armés.

**Sud-Kivu : les populations continuent de fuir l'activisme des groupes armés.** Le chargé des Affaires humanitaires assistant au bureau d'Ocha à Bukavu, Gilbert Sengamali, a déclaré mardi 19 août que les mouvements des populations continuaient au Sud-Kivu à cause de l'activisme des groupes armés. Il s'exprimait à l'occasion de la journée humanitaire mondiale célébrée ce mardi 19 août. Gilbert Sengamali affirme qu'au 30 juin, 554 000 déplacés étaient recensés au Sud-Kivu. Parmi eux, on compte 55 000 nouveaux déplacés, des personnes qui ont fui leur localité entre janvier et juin 2014. La même source indique qu'actuellement Ocha concentre son action sur les conflits avec violence, les épidémies, les crises nutritionnelles et les catastrophes naturelles. (Radio Okapi)

**Mercredi 20 août.**

**Equateur : Zongo renforce sa sécurité face à l'afflux des réfugiés centrafricains.** La mairie de Zongo vient de renforcer les mesures de sécurité dans cette ville où continuent d'affluer les réfugiés centrafricains. La décision a été prise à l'issue d'une réunion du comité urbain de sécurité tenue mardi 19 août dans cette ville de l'Équateur, proche de la frontière avec la Centrafrique. Selon le maire de Zongo, Michel Siazio, il s'agit aussi de faire face à la menace de la fièvre Ebola qui sévit en Afrique de l'ouest.

**Sud-Kivu: les motos interdites de circuler après 20h à Misisi.** Le conseil de sécurité du secteur de Gandja a interdit, depuis trois jours, la circulation des motos au-delà de 20 heures locales à Misisi, un carré minier situé à environ 120 km au sud de Baraka, dans la province du Sud-Kivu. Le fonctionnement des bars au delà de 23 heures locales est également interdit, a indiqué mardi 19 août à Baraka le chef de ce secteur, Mapangwa Kabiona, à la presse locale. Selon lui, la mesure vise le renforcement de la sécurité dans cette contrée en proie aux bandits armés.

**Martin Kobler visite les îlots de stabilité dans l'Est de la RDC.** Le chef de la Monusco, Martin Kobler, visite depuis mardi 19 août des îlots de stabilité dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). L'objectif de cette tournée de cinq jours est de faire le point des activités dans ces îlots notamment à Goma, Walikale, Kiwanja, Manono et Beni. Des villes qui ont longtemps souffert de l'activisme des groupes armés.

**Equateur : trois agents de la Ceni empêchés de poursuivre l'opération de cartographie électorale à Ikela.** Trois agents de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) ont été chassés depuis lundi dernier par des chefs des groupements du territoire d'Ikela dans la province de l'Equateur. Ces agents étaient en plein travail de cartographie du fichier électoral. Selon l'administrateur du territoire, Jean Pierre Lombo Bekanga, qui a livré cette information mardi 19 août à Radio Okapi, les chefs des groupements disent ne pas être informés au préalable de cette opération de cartographie.

**RDC : l'Unicef salue les progrès réalisés en matière d'éducation.** L'accès à l'école est devenu quasi universelle et le taux brut de scolarisation est passé de 90% en 2006 à 130% actuellement. La représentante adjointe du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), Sylvie Fouet, s'est réjouie de ce « progrès énorme dans le volet éducation des objectifs du millénaire pour le développement », mardi 19 août à Kinshasa, lors de la publication du rapport du gouvernement sur le système éducatif national.

**RDC: 11 morts dans un naufrage sur le lac Albert.** Un naufrage survenu lundi 18 août sur le lac Albert a fait onze morts. On dénombre également neuf rescapés. Les recherches se poursuivent pour tenter de repêcher d'autres corps. L'embarcation naviguait entre Muganga et Tchomia en Ituri. Des témoins rapportent que l'accident s'est produit aux environs de 17 heures (heure locale) à près de 200 mètres de la terre ferme. L'embarcation venait de quitter la localité de Muganga et se dirigeait vers Tchomia lorsqu'un vent violent a soufflé, faisant chavirer le bateau. Le premier bilan fait était de onze morts dont deux policiers. Les neuf rescapés ont eu la vie sauve grâce à l'intervention des pêcheurs qui ont accouru avec leurs pirogues après avoir vu le bateau chaviré. Les mêmes pêcheurs ont travaillé toute la nuit pour retrouver de nouveaux corps. Le nombre de passagers à bord de ce bateau n'est pas connu. L'embarcation ne disposait pas de manifeste. Le conducteur et l'armateur font partie des rescapés. (Radio Okapi)

**Ituri : des chefs coutumiers négocient la reddition des miliciens FRPI.** Des chefs coutumiers de la collectivité de Walendu-Bindi en Ituri ont rencontré lundi 18 août les chefs miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) pour obtenir la reddition des combattants de ce groupe armé. Ils affirment vouloir mettre fin aux souffrances qu'endurent les habitants de cette collectivité en proie à cette milice depuis plus d'une décennie.

**Kinshasa: débat sur le travail des cambistes après le meurtre de l'un d'eux.** Au lendemain du meurtre d'un cambiste au cours d'un braquage à l'intendance de l'Université de Kinshasa, dans la commune de Lemba, le débat sur le lieu de travail des changeurs de monnaie a été relancé. C'est le deuxième meurtre de cambiste à Kinshasa en un mois. Ces changeurs de monnaie sont souvent la cible de bandits armés. La Banque centrale regrette qu'ils continuent à travailler dans la rue plutôt que dans des maisons de change. Pour le président de la Confédération des cambistes du Congo, la question qui se pose, c'est plutôt la capacité de la police à sécuriser la population.

**RDC: la situation alimentaire s'est améliorée dans certains territoires, selon le Pam.** Le directeur national du Programme alimentaire mondial (PAM), Michel Ohlsen, a déclaré mercredi 20 août à Kinshasa que la situation alimentaire s'est améliorée dans certains territoires du pays au cours de ces trois dernières années. Mais il a reconnu que la situation s'est détériorée dans d'autres régions. « En général, la situation s'est améliorée. Mais des déplacements [des populations], par exemple au Katanga, sont en hausse. On a plus de problèmes nutritionnels ou d'assistance alimentaire à cette population qui n'existait pas il y a un an et demi », explique Michel Ohlsen. Parmi les zones où la situation alimentaire s'est améliorée, il cite notamment les territoires pacifiés du Nord-Kivu. Mais Michel Ohlsen qui arrive au terme de son mandat indique que des populations pauvres éprouvent des difficultés à accéder à l'alimentation. (Radio Okapi)

**Jeudi 21 août.**

**Equateur : une maladie inconnue fait 65 morts en 4 semaines à Djera.** Une maladie non identifiée a causé la mort de 65 personnes en quelque 4 semaines dans l'aire de sante de Djera, district de la Tshuapa, à 25 kilomètres de Boende-centre, dans la province de l'Équateur. Le ministre de la Santé publique, Félix Kabange Numbi, le gouverneur intérimaire de l'Équateur, Sébastien Impeto, ainsi que des experts de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sont arrivés mercredi 20 août à Boende pour investiguer sur cette maladie, et prendre en charge les malades.

**RDC: Clément Kanku annonce un projet de loi sur le statut des anciens chefs d'Etat.** Le député de l'opposition Clément Kanku va déposer à l'Assemblée nationale un projet de loi portant statut des anciens chefs d'Etat congolais. Il a indiqué mercredi 20 août que le but de ce projet est

d'accorder des avantages aux anciens présidents de la République pour éviter qu'ils s'accrochent au pouvoir. Ce projet de loi sera déposé au bureau de l'Assemblée à la session de septembre.

**Sud-Kivu : des miliciens occupent 3 localités de Shabunda.** Des combattants du groupe armé Raïa Mutomboki du chef milicien Alexandre ont pris le contrôle de la localité de Penekusu dans le territoire de Shabunda (Sud-Kivu) le mercredi 20 août. Des sources locales qui livrent cette information indiquent que ces miliciens ont attaqué les positions de l'armée dans cette localité après avoir pris le contrôle d'autres localités environnantes. Les responsables des Forces armées de la RDC (FARDC) dans la région affirment que les combats se poursuivent encore ce jeudi à Penekusu.

**Nord-Kivu : marche à Butembo après l'enlèvement d'un médecin.** Les médecins et infirmiers de la ville de Butembo, à 50 kilomètres de Beni (Nord-Kivu), ont marché dans les rues de cette ville jeudi 21 août dans la matinée pour protester contre l'enlèvement mardi d'un médecin et du comptable du centre de santé de Kahamba. Le syndicat de médecins de Beni menace d'aller en grève si les otages ne sont pas retrouvés.

**Bas-Congo: les instituts supérieurs et universitaires illégaux seront fermés.** Le ministre provincial de l'Education du Bas-Congo, Elie Ngoma Binda, promet de fermer les instituts supérieurs et universités qui fonctionnent dans l'illégalité dans cette province. Il a annoncé cette mesure, mercredi 20 août, au cours d'un entretien avec les journalistes, à Matadi, chef-lieu du Bas-Congo. «Les 90% n'ont d'université ou institut supérieur que les noms. Ils sont de simulacres et il y en a des centaines. Nous ne pouvons pas fermer l'œil face à des instituts qui ont des succursales commerciales partout. Ce sont des « ligablos » [petites échoppes, NDLR]. C'est du grand commerce qu'ils font. Nous leur mettons en garde », a menacé Elie Ngoma Binda. Il entend proposer, au conseil des ministres provinciaux du Bas-Congo, les noms des établissements universitaires qui ne remplissent pas les normes requises pour fonctionner. Elie Ngoma Binda a affirmé par ailleurs pendre des modalités pour qu'avant la rentrée académique d'octobre ces universités soient fermées. Le président de la République, Joseph Kabila, a déjà promulgué une nouvelle loi-cadre instituant le LMD (Licence, maîtrise et doctorat), caractérisé par un enseignement plus pratique dans les universités et la diminution du nombre d'années dans chaque cycle académique. Aussi appelé processus de Bologne, le LMD est un processus de rapprochement des systèmes d'enseignement supérieur européens amorcé depuis 1999 et qui avait conduit à la création en 2010 de l'Espace européen de l'enseignement supérieur. Mais les universités congolaises ne sont pas encore appropriées ce processus. (Radio Okapi)

**Kinshasa: le procès Ewanga reprend lundi prochain.** Le procès qui oppose le procureur général de la République au secrétaire général de l'Union pour la nation congolaise (UNC) reprend le lundi 25 août prochain, à la Cour suprême de justice (CSJ). Jean-Bertrand Ewanga est poursuivi pour «outrage au chef de l'Etat» pour des propos tenus à Kinshasa, début août, au cours d'un rassemblement des partis opposés à la révision constitutionnelle.

**Province Orientale : les députés du Haut Uélé recommandent le rapatriement des Mbororos.** A l'issue des consultations populaires qui se sont clôturées mercredi 20 août, le caucus des députés nationaux élus du Haut-Uélé a recommandé au gouvernement « le rapatriement sans délais dans leur pays » des éleveurs ougandais Mbororo présents sur toute l'étendue de ce district de la Province Orientale. Ils déplorent des cas d'insécurité causés par ces Mbororos qui portent des armes.

**Plus de 30 ménages fuient les exactions des Mai-Mai à Shabunda.** Plus de 30 ménages de Penekusu et Nyalukungu, en territoire de Shabunda (Sud-Kivu), ont abandonné, depuis deux jours, leurs localités pour se réfugier à Kama, en territoire de Pangi, (Maniema), à 40 km de leur milieu d'origine pour fuir des exactions des miliciens Mai-Mai.

**Mbuji-Mayi : l'incendie d'une cabine électrique prive plusieurs quartiers de courant.** Plusieurs quartiers de la ville de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) sont privés d'électricité depuis ce jeudi 21 août dans la matinée. Des sources sur place indiquent que cette coupure d'électricité est causée par un incendie qui s'est déclaré la nuit dernière dans l'une de cabines électriques de la Minière de Bakwanga (Miba) gérée par la société d'énergie du Kasaï (Enerka).



**Kiwanja: la vie reprend son cours, près d'une année après le M23.** Près d'une année après la défaite de la rébellion du M23, la vie a repris normalement à Kiwanja au Nord-Kivu. Cette cité fait partie des îlots de stabilité, ces zones du pays où les groupes armés ne sont plus opérationnels parce qu'ils ont été neutralisés ou éliminés. La vie y a repris son cours normal, l'administration et l'autorité de l'Etat ont été restaurées.

**Martin Kobler et Moïse Katumbi discutent de la situation sécuritaire et humanitaire au Katanga.** Le chef de la Monusco, Martin Kobler, a discuté jeudi 21 août à Lubumbashi avec le gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, de la situation sécuritaire et humanitaire dans cette province. Ils ont notamment évoqué les conflits armés ainsi que les conflits communautaires entre les Pygmées et les Balubakat. Martin Kobler s'est inquiété de la situation humanitaire au Katanga. « On a plus de 500 000 déplacés internes ici. Ça ne régresse pas, ça augmente », a-t-il déclaré. Le chef de la Monusco a également rappelé le rôle de la mission onusienne de protéger les populations civiles. « Nous avons le mandat de protection des civils partout dans le pays, pas seulement au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. C'est pourquoi je suis ici pour voir la situation et discuter avec le gouvernement de ce qu'on peut faire pour améliorer la situation », a fait savoir Martin Kobler. Au cours de son séjour au Katanga, le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en RDC va également discuter du concept d'îlots de stabilité « avec nos collègues à Kalemie, à Lubumbashi ». Un îlot de stabilité est une zone du pays où les groupes armés ne sont plus opérationnels parce qu'ils ont été neutralisés ou éliminés. Plusieurs territoires du Nord de la province du Katanga sont en proie à l'activisme des groupes armés notamment les Maï-Maï du groupe de Gédéon et les Bakata Katanga. (Radio Okapi)

**Kinshasa : Canal Kin TV dénonce l'enlèvement de la journaliste Thythy Bolumbu.** Canal Kin Télévision dénonce l'enlèvement de sa journaliste, Thythy Bolumbu, depuis mercredi 20 août dernier. Selon un communiqué de la chaîne de télévision, la journaliste a été aperçue la dernière fois lorsqu'elle quittait sa rédaction ce jour à 18h pour rentrer chez elle, au quartier Binza Ozone, à Ngaliema. Ses parents affirment qu'elle n'est jamais arrivée.

**Vendredi 22 août.**

**Equateur : la maladie inconnue a fait 10 morts de plus.** La maladie non identifiée qui sévit dans le territoire de Boende, en province de l'Equateur a fait au total 75 morts, soit dix de plus que lors du précédent bilan. Les autorités provinciales l'ont annoncé jeudi 21 août. La délégation conduite par le ministre de la Santé et le gouverneur intérimaire de l'Equateur était encore jeudi à Watsikengo, dans l'aire de sante de Djera, à 25 kilomètres de Boende-centre. A Mbandaka, la capitale provinciale, une réunion de crise a été organisée.

**Le journaliste Mike Mukebayi détenu au parquet de la Gombe.** Mike Mukebayi, l'éditeur de Congo News, a sa passé la nuit de jeudi à vendredi 22 août en détention au parquet de la Gombe. Il est poursuivi pour diffamation à l'endroit de l'archevêque de Kinshasa, le cardinal Laurent Monsengwo. Dans un article paru en juillet dernier intitulé «honte et opprobre à un cardinal vendu au régime», Congo News accusait notamment le cardinal Monsengwo de tenir en privé un discours défavorable aux concertations nationales tout en s'interdisant de le faire en public. L'article non signé reprochait également à l'archevêque de Kinshasa de s'être absenté d'un forum organisé en juillet dernier par l'association des intellectuels catholiques du Congo. D'après le même article, le cardinal Monsengwo devait y tenir une conférence sur la question de la révision de la constitution, actuellement au centre d'une polémique dans les états-majors politiques. Ce qui n'eut plus lieu. Joint au téléphone vendredi matin par Radio Okapi depuis sa cellule, Mike Mukebayi déclare qu'il est poursuivi en « procédure franche » et que son plaignant s'appellerait Richard Vianney. L'éditeur de Congo News dit renoncer à toute relaxe et souhaite que le parquet transmette son dossier au tribunal de grande instance pour qu'un procès soit fixé. (Radio Okapi)

**RDC : 96 agents de la Ceni révoqués.** La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a révoqué, jeudi 21 août, quatre-vingt-seize de ses agents qu'elle a reconnu coupables de « fautes lourdes et manquements graves ». D'après un communiqué de la Ceni, ces employés sont renvoyés

pour plusieurs raisons dont « le vol et/ou vente du matériel de la Ceni, le détournement des fonds, la production frauduleuse des cartes d'électeur et l'abandon récurrent de poste ».

**Début des plaidoiries dans l'affaire de la fillette morte dans un cachot de Kinshasa.** Le procès d'un officier de police judiciaire (OPJ) et d'un major de la Police nationale congolaise (PNC) accusés d'arrestation arbitraire et détention illégale a débuté jeudi 21 août à Kinshasa. Ces préposés de l'état ont arrêté en avril dernier un présumé voleur de chaise en plastique avec sa fille, Vainqueur Bukaka, âgée d'un an et demi. Cette dernière est décédée en détention.

**Sud-Kivu : combats entre FARDC et rebelles FNL dans trois localités.** Les Forces armées de la RDC et les rebelles burundais du Front national pour la libération (FNL) s'affrontent depuis le jeudi 21 août dans les localités de Kazimwe, Kisanga et Muhungu en groupement de Muhungu au Sud-Kivu. Le chef de ce groupement indique que ce sont les militaires qui ont lancé l'attaque dans la matinée. Il parle d'armes lourdes et légères utilisées par l'armée congolaise.

**Mitwaba: un auditeur militaire enquête sur les exactions commises par les FARDC.** L'auditeur militaire garnison de Kipushi séjourne depuis quatre jours à Mitwaba où il enquête sur les exactions notamment les violences sexuelles imputés aux militaires congolais depuis 2012 dans ce territoire du Katanga. Il est accompagné par la section d'appui à la justice de la Monusco. Pendant plus d'une semaine, l'auditeur de Kipushi dont dépend le territoire de Mitwaba va rassembler les plaintes de victimes.

**61 journaux et périodiques de Kinshasa interdits de parution.** Soixante et un journaux et périodiques de Kinshasa sont interdits de parution. Le ministre des Médias, Lambert Mende, a pris cette décision dans un arrêté ministériel du 20 août dernier. Selon Lambert Mende, ces organes de presse ne détiennent aucun titre les autorisant à exercer en République démocratique du Congo, et de ce fait, n'existent pas légalement.

**Mambasa: la construction de nouveaux bâtiments de l'hôpital général piétine.** Le caucus des députés de l'Ituri dénonce la lenteur dans la construction des bâtiments d'un nouvel hôpital général à Mambasa en Province Orientale. Le président de ce groupe, Pierrot Uweka, a indiqué vendredi 22 août, que les travaux qui étaient prévus pour douze mois ne sont qu'au niveau de la fondation six mois après leur lancement. « Depuis qu'ils ont commencé les travaux, ils n'ont pas encore fini la fondation. La société qui a gagné [le marché] doit fournir beaucoup d'efforts pour satisfaire la population de Mambasa », a affirmé Pierrot Uweka, à l'issue de la 5e réunion des parlementaires de l'Ituri. Ces travaux financés par l'Union européenne sont exécutés depuis février dernier par l'ONG Association pour la protection de l'enfance au Congo (Apec). Le Coordonnateur de cette ONG, Damien Kwabena, affirme de son côté que toutes les étapes de construction sont respectées. « Les travaux évoluent d'une manière extraordinaire. Nous avons commencé par l'implantation des bâtiments. La deuxième c'est la fouille des fondations de ces bâtiments. Nous allons petit à petit jusqu'à respecter notre timing et notre planning de travail », a-t-il déclaré. Le 10e Fonds européen de développement explique ce retard par des discussions pour amener APEC à respecter les clauses du contrat, notamment l'utilisation des briques cuites. Le coût global des travaux est de 700 000 Euros. (Radio Okapi)

**Lutte contre les violences sexuelles: Jeannine Mabunda en visite au Nord-Kivu.** La conseillère du chef de l'Etat en matière de lutte contre les violences sexuelles, Jeannine Mabunda, a effectué jeudi 21 août sa première visite au Nord-Kivu. Elle s'est entretenue notamment avec les représentants des différentes couches sociales de Rutshuru. Mme Mabunda a indiqué être venue dans cette province pour « recueillir les réalités sur terrain ».

**La journaliste Thythy Bolumbu abandonnée près de son domicile par ses ravisseurs.** Portée disparue depuis deux jours, Thythy Bolumbu, présentatrice Canal Kin Télévision (CKTV), a été abandonnée par ses ravisseurs vendredi 22 août matin, à 300 mètres de sa résidence, à Binza Ozone, à Kinshasa. Elle avait les yeux bandés et ne pouvait donc pas voir les visages de ces ravisseurs. Thythy Bolumbu a été gardée pendant deux jours dans une pièce au camp Tshatshi qui abrite l'état-major général de l'armée, affirme Moïse Musanganya, le directeur général de CKTV, une chaîne de télévision privée, qui emploie la journaliste.

**Îlots de stabilité : Julien Paluku salue l'action de la Monusco.** Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku Kahongya, salue l'apport de la Monusco dans la consolidation de la paix dans les îlots de stabilité notamment à Goma, Walikale, Kiwanja, Manono et Beni, près d'une année après la défaite du M23. Il l'a dit jeudi 21 août au cours d'une tournée à Rutshuru (Nord-Kivu).

**Nord-Kivu : le Pam soutient les activités agricoles des déplacés à Kitshanga.** Le Programme alimentaire mondial (Pam) soutient les activités agricoles et d'élevage des déplacés du camp Mungote, à Kitshanga, dans le Nord-Kivu. Ces ménages cultivent depuis une année dans des champs communautaires aménagés dans un marais de 70 hectares. Certains élèvent du petit bétail. En attendant le fruit de leur travail, ces déplacés continuent de recevoir une assistance alimentaire du Pam.

**Equateur : le gouvernement signale des «cas de fièvre hémorragique d'origine indéterminée».** Une fièvre hémorragique d'origine indéterminée a fait 13 morts, dont 5 membres du corps médical, à Djerba, dans le territoire de Boende, province de l'Equateur. Le ministre de la Santé, Felix Kabange Numbi, l'a annoncé vendredi 22 août, à Kinshasa. Il tenait un point de presse après avoir séjourné dans les aires de santé touchées par cette maladie. Selon le ministre Kabange, cette fièvre hémorragique a été précédée d'une épidémie de paludisme et de diarrhée sanguinolente, qui ont fait plus de 60 morts dans cette région.

**La Ceni promet de traduire en justice certains agents révoqués.** La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a annoncé vendredi 22 août que certains des quatre-vingt-seize agents qu'elle a révoqués pour «fautes lourdes et manquements graves» seront traduits en justice. Le rapporteur du bureau de cette institution, Jean-Pierre Kalamba, a déclaré que d'autres agents seront aussi révoqués.

**Maniema: un bac va bientôt relier les deux rives de la rivière Ulindi.** L'Office des routes (OR) a remis en service, jeudi 21 août, un bac pour relier les deux rives de la rivière Ulindi, en territoire de Pangî (Maniema). Ce bac aidera les habitants de Ngongomeka et Misoke à rejoindre les villes de Kalima et Kindu. Les commerçants pourront traverser avec leurs biens en provenance des territoires de Pangî, de Kasongo et Bikenge, les grenniers de la ville de Kindu.

**RDC: la Fida décaisse 114 millions USD pour le développement de l'agriculture pastorale.** Le Fonds international pour le développement de l'agriculture (Fida) a décaissé 114 millions de dollars américains pour le développement de l'agriculture pastorale dans les provinces du Bas-Congo, Bandundu et Kinshasa en République démocratique du Congo. Le responsable de la composante vivrière de ce programme, l'ingénieur Xavier Pemba l'a annoncé jeudi 21 août à Idiofa. Xavier Pemba a indiqué c'est un financement qui va couvrir une période de 10 ans. Le projet vise aussi à former des agronomes, des formateurs des paysans sur l'approche méthodologique des champs écoles paysans (CEP). Le Fonds international de développement agricole est une institution spécialisée du système des Nations unies. Il a été fondé en décembre 1977 dans le sillage de la Conférence mondiale de l'alimentation réunie à Rome en 1974. C'est une banque d'aide au développement qui a pour vocation d'aider financièrement, comme bailleur de fonds et organisateur, au développement agricole et rural dans les pays en développement et en transition. (Radio Okapi)

**Révision constitutionnelle : le Palu prescrit un referendum.** Le secrétaire général du parti lumumbiste unifié (Palu) appelle le peuple congolais à la vigilance et les politiques à œuvrer pour l'intérêt général de la RDC. Antoine Gizenga l'a fait à l'occasion du lancement des activités de commémoration des 50 ans de ce parti politique. En ce qui concerne le débat autour de la révision constitutionnelle en RDC, le secrétaire permanent de ce parti, Willy Makiashi, parle d'un faux débat. Pour lui, le gouvernement doit consulter le peuple par un referendum afin de trancher une fois pour toute sur cette question. (Radio Okapi)

**La Sokimo réclame les 12 millions USD prévus pour la certification de ses gisements.** Les travailleurs de la Société minière de Kilomoto (Sokimo) demandent au gouvernement central de déboursier les douze millions de dollars américains prévus dans le budget 2014 pour financer les

travaux de certification de certains gisements miniers de cette entreprise, notamment dans le Haut Uélé et à Djugu, en Ituri. Une délégation des représentants de la direction générale et de la délégation syndicale de la Sokimo a rencontré mardi 19 août les députés nationaux de l'Ituri à qui elle a demandé de faire pression sur le gouvernement. Fabien Mobyia Bobozo, vice-président de la délégation syndicale de la Sokimo, affirme que c'est le ministre des Mines qui avait révélé l'existence de cet argent au cours d'une réunion tenue le 24 avril dernier dans son cabinet de travail à Kinshasa. Pour lui, la certification de ces réserves de l'entreprise permettrait de les connaître. Ce qui faciliterait la recherche des partenaires qui peuvent aider à relancer cette entreprise qui compterait plus de 2 800 travailleurs et dont la production est à l'arrêt. « L'impact prévisible sera la relance des activités de la Sokimo parce que si nous connaissons les réserves dont l'Okimo dispose dans ses concessions, il y a lieu de prévenir l'exploitation et même d'aller à la bourse et même de chercher les partenaires pour que nous puissions relancer les activités de la Sokimo », soutient-il. De leur côté, les députés nationaux de l'Ituri ont promis d'en savoir davantage sur l'utilisation de ces 12 millions de dollars américains lors de la session budgétaire de septembre. (Radio Okapi)

### **Samedi 23 août.**

**Kisangani: les avocats d'Yves Kawa jugent "illégal" son maintien en détention.** Le collectif d'avocats d'Yves Kawa Panga Mandro, ancien chef de guerre de l'Ituri (Province Orientale), juge illégale le maintien en détention de son client à la prison centrale de Kisangani. L'ancien patron du groupe armé Pusic a été condamné, il y a dix jours, par la Cour militaire de la Province Orientale à 9 ans de servitude pénale principale, pour notamment crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Ses avocats estiment que leur client doit être immédiatement libéré vu que cette peine est totalement couverte par ses 9 ans de détention préventive.

**RDC: les opérateurs éducatifs appellent à l'amélioration de la qualité de l'enseignement.** Les opérateurs du secteur de l'éducation plaident pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement en RDC. Ils ont lancé leur appel à la clôture de la première revue conjointe du plan intérimaire de l'éducation, vendredi 22 août, à Kinshasa. «On doit poursuivre les efforts de revalorisation des conditions salariales et la formation des enseignants et poursuivre la politique de budgétisation. On doit également améliorer de la gestion de carrière des enseignants et le renouvellement du corps enseignant», a indiqué le coordonnateur de la Cellule d'appui technique au ministère de l'EPSP, Valère Munhya. Il a cependant noté des avancées significatives à ce qui concerne l'accès des enfants à l'éducation : «Des progrès remarquables ont été constatés en terme d'objectif quantitatif avec plus de deux millions d'élèves additionnels en trois ans». L'accès à l'école est devenu quasi universelle et le taux brut de scolarisation est passé de 90% en 2006 à 130% actuellement. Les experts du ministère de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) ont également recommandé que la situation des enfants en déprivation scolaire soit intégrée dans le système éducatif. Pour améliorer la qualité de l'enseignement, ils ont plaidé pour la revalorisation et le renforcement des fonctions clés du ministère de l'EPSP. «Nous instruisons nos collaborateurs dans les provinces à continuer à travailler sous le leadership des ministres provinciaux en charge de l'Education pour transformer ces recommandations en activité», a recommandé le ministre de l'EPSP, Maker Mwangi Famba. Le gouvernement est appelé cependant à fournir des efforts pour maintenir des élèves à l'école et améliorer la qualité de l'enseignement. Un autre défi que la RDC doit relever est de faire en sorte que les élèves admis à l'école puissent terminer le cycle primaire. (Radio Okapi)

**Katanga: Martin Kobler invite les Pygmées et les Bantous à arrêter le cycle de violences à Manono.** Le patron de la Monusco, Martin Kobler invite les communautés (bantous et pygmées) à arrêter le cycle de violences, dans le territoire de Manono, à 450 km de Lubumbashi (Katanga). Il a lancé cet appel, vendredi 22 avril, à la clôture de sa visite dans cette contrée, où des conflits intercommunautaires ont jeté dans la rue des centaines de déplacés (pygmées et bantous).

**RDC: le Palu appelle les Congolais au nationalisme, à l'unité et à la justice sociale.** Le Parti lumumbiste unifié (Palu) appelle les Congolais à développer l'esprit de nationalisme, d'unité et de justice sociale. Le secrétaire général de ce parti, Antoine Gizenga Fundji, a lancé ce message, vendredi 22 août, à l'occasion du lancement des activités commémoratives du cinquantenaire du Palu, à Kinshasa. Créé le 22 août 1964, le Palu prolonge les manifestations relatives à son

cinquantième jusqu'en 2015. Le Palu appelle également la classe politique à un dialogue ouvert pour résoudre toutes les questions d'intérêt national, non tranchées par les textes en vigueur.

**Nord-Kivu: des bandits armés abattent 3 membres d'une famille à Ngangi.** Les bandits armés sont accusés d'avoir abattu, dans la nuit du vendredi 22 août, trois membres d'une même famille dans la localité Ngangi II, à près de 10 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Selon le chef de groupement Munigi, Mwami Munihiri, c'est aux environs de 24 heures que ces bandits armés ont attaqué la famille du motard Samy Akeni.

**Evasion massive à la prison de Bandundu.** Plusieurs prisonniers, dont le nombre n'est pas encore connu, se sont évadés samedi 23 août de la prison centrale de Bandundu ville. A la base: la mort d'un détenu policier qui a été tabassé par d'autres prisonniers sur ordre d'un magistrat militaire. Et du coup, les détenus mécontents se sont évadés, selon le directeur de la maison de la représentation de la province du Bandundu à Kinshasa, Willy Lumbwe.

**Dimanche 24 août.**

**Katanga : 33 suspects arrêtés dans le conflit bantous-pygmées.** Trente-trois personnes, bantoues et pygmées, ont été arrêtés à Manono dans le cadre des conflits récurrents entre les deux communautés au Nord du Katanga. Certaines sont accusées d'être des instigateurs du conflit, d'autres sont poursuivies pour incendies des maisons. Et 26 autres accusées sont déjà arrivées à Lubumbashi et transférées à l'auditorat militaire, garnison de Lubumbashi. Les 7 autres sont en route.

**Sud-Kivu : disparition d'un avion de « Doren Air Congo ».** L'avion de type L 410 appartenant à la compagnie « Doren Air Congo » a disparu depuis samedi 23 août, a affirmé le commandant de l'aéroport de Kavumu. Il a indiqué que cet appareil a décollé de Kavumu à 13h 42 minutes (heures locales) à destination de Kama dans le territoire de Pangani en province du Maniema. Quatre personnes, dont le pilote et son copilote ainsi que deux passagers étaient à bord. L'avion transportait près de 1500 kgs de marchandises.

**Maniema : les FARDC contrôlent le territoire de Lubutu, affirme le vice-gouverneur.** Le territoire de Lubutu dans le Maniema est sous contrôle des Forces armées de la RDC, a affirmé samedi 23 août le vice-gouverneur de cette province, Jérôme Bikende Musembe. Des affrontements avaient opposé, samedi 16 et lundi 18 août derniers l'armée aux miliciens Maï-Maï Simba faisant trois morts.

**RDC : les 2 Kasai dotés d'équipements médicaux.** Le gouvernement de la RDC a remis, samedi 23 août, des équipements médicaux aux provinces de Kasai-Oriental et Occidental. Ce sont les gouverneurs de ces deux provinces qui les ont réceptionnés des mains du ministre de la Santé, Félix Kabange Numbi. Il a indiqué que ce don rentre dans le cadre du programme d'équipement des structures sanitaires lancé en décembre 2013.

**Katanga : 9 000 cas de rougeoles enregistrés, dont 78 décès à Kilwa.** Neuf mille cas de rougeole ont été enregistrés dans la province du Katanga entre le 1er janvier et le 10 août dernier. Selon le bulletin d'informations du Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha), septante-huit morts sont déjà recensés. Ce chiffre est le double de celui enregistré à la même période l'an dernier.

**RDC : la vice-ministre de la Justice déplore les mauvaises conditions carcérales à Kisangani.** Les conditions carcérales dans certains lieux de détention sont mauvaises, a déploré la vice-ministre de la Justice et Droits humains, Sakina Binti Selemani, samedi 23 août, lors de sa mission à Kisangani (Province Orientale). Elle a aussi dénoncé de nombreux cas de détentions irrégulières et arbitraires.

**Le Kasai-Oriental en alerte face à la maladie inconnue qui sévit en Equateur.** Le gouvernement provincial du Kasai-Oriental a mis en place des mesures préventives contre la maladie inconnue qui sévit dans la province de l'Equateur depuis bientôt un mois. Le gouverneur intérimaire de province,

Honoré Mutombo Bamuanya, l'a annoncé samedi 23 août, à l'issue d'une réunion d'urgence qu'il a dirigée à Mbuji-Mayi. Le Kasai-Oriental borde la province de l'Équateur au Nord.

**RDC: le Gouvernement déclare l'épidémie d'Ebola à Djera.** Les analyses faites par l'Institut national de recherches biomédicales (INRB) attestent deux cas d'Ebola sur les huit prélèvements ramenés de l'aire de santé de Djera à Boende dans la province de l'Équateur, où une «fièvre hémorragique d'origine indéterminée» a fait treize morts. Le ministre de la Santé publique, Félix Kabange, l'a annoncé dimanche 24 août à Kinshasa, à l'issue d'une réunion de crise tenue par le gouvernement congolais.

**Goma: les autorités décident de fermer le marché Tchamahame.** Le marché public de Tchamahame dans la ville de Goma doit être fermé en moins de deux semaines, a décidé samedi 23 août le ministre provincial des affaires foncières du Nord-Kivu, Guillaume Bulenda. Dans son arrêté, ce dernier explique que le terrain où est érigé ce marché appartient de droit au palais de justice. Du coup, près de deux cents petits commerçants risquent d'enregistrer des pertes énormes dans leurs investissements. D'une part, près de deux cent habitants de Goma qui ont déjà investi dans ce marché, ouvert il y a environ quatre mois, risquent de perdre leurs capitaux. D'autre part, pour le comité du marché Tchamahame, l'arrêté du ministre provincial des affaires foncières risque de leur faire perdre le financement de plus de 100 000 dollars américains du Fonds social de la République démocratique du Congo. Ce fonds, que les gestionnaires de ce marché venaient d'obtenir, est destiné à la modernisation de ce site et dont les travaux ont commencé il y a environ trois semaines. (Radio Okapi)

**Province Orientale: les exploitants artisanaux du bois dénoncent la «déstabilisation» de leurs activités.** Les exploitants artisanaux du bois de la Province Orientale dénoncent ce qu'ils qualifient de «déstabilisation» de leurs activités par les autorités provinciales. Dans un memorandum adressé au gouverneur de province la semaine dernière, ils fustigent la réduction de la durée de validité des documents officiels d'exploitation forestière et la majoration des taxes à payer. Les exploitants artisanaux du bois déplorent notamment le rabatement de l'agrément sur l'exploitation forestière à une année au lieu des trois ans, comme prévu par l'arrêté du ministère de tutelle. Et le permis d'exploitation, qui autorise à exploiter environ 90 mètres annuellement passe aujourd'hui à 3 ans, soit environ 30 mètres cubes d'exploitation par an. A cela s'ajoute, selon les signataires du memo, la majoration estimée à 100 % des taxes à payer. D'après ces exploitants artisanaux du bois, cette situation favorise les exploitations illicites, au détriment des exploitants forestiers qui sont en règle vis-à-vis de l'Etat. Par cette mesure des autorités provinciales, ces opérateurs disent ne plus profiter du fruit de leur travail par manque de rentabilité. Ils recommandent aux autorités provinciales de revenir sur les dispositions antérieures encore en vigueur et qui émanent du ministère de tutelle. Cela, selon eux, redynamiserait ce secteur et assurerait l'équité dans l'opération d'exploitation forestière dans la Province Orientale. (Radio Okapi)

**RDC: des expulsés de Brazzaville en détresse à Kalemie.** Une vingtaine d'expulsés du Congo Brazzaville sont arrivés depuis une semaine à Kalemie au Katanga, leur milieu d'origine. Ils sont temporairement hébergés au cercle SNCC, dans un état de dénuement total, ont indiqué dimanche 24 août des sources locales.

**Lundi 25 août.**

**Province Orientale : Mongbwalu envahi par des chauves-souris, un des «réservoirs d'Ebola».** Le médecin chef de zone de Mongbwalu dans la Province Orientale a appelé samedi 23 août la population locale à ne pas consommer la viande des chauves-souris. Cet animal est cité parmi les réservoirs du virus Ebola. Le ciel et les arbres de cette cité minière sont envahis depuis une semaine par des milliers de chauves-souris que les habitants aiment manger à cause de son goût et de son coût moins élevé.

**Les ministres de l'EPSP en réunion de préparation de la rentrée scolaire 2014-2015.** La rentrée scolaire 2014-2015 est prévue le 8 septembre prochain. Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) a échangé avec les ministres provinciaux en charge de ce secteur. Ils ont notamment évoqué la situation de la paie des enseignants et le processus de

transformation des écoles d'enseignement général et normal en établissement d'enseignement technique et de formation professionnel. C'était au cours de la 5e conférence des ministres provinciaux en charge de l'éducation en RDC organisé ce week-end à Kinshasa.

**RDC: l'avion de Doren Air Congo retrouvé calciné.** Les débris du petit porteur de type L-410 de la compagnie Doren Air Congo, disparu depuis deux jours, quelques minutes après son décollage de l'aéroport de Kavumu à Bukavu, a été retrouvé calciné lundi 25 août dans la localité de Mulume Munene, en plein parc de Kahuzi Biega. On est toujours sans nouvelles de deux membres d'équipage et de deux passagers qui avaient pris place à bord de l'appareil.

**Ebola: la RDC lance un appel de fonds pour contrer l'épidémie.** Le gouvernement de la RDC a sollicité lundi 25 août l'appui financier de ses partenaires nationaux et internationaux pour contenir l'épidémie de la fièvre hémorragique officiellement déclarée à Djera, une localité de l'Equateur dans le Nord-Est du pays, la veille. Le ministre de la Santé publique, Félix Kabange a lancé cet appel au cours d'une rencontre avec les ambassadeurs et chefs des missions diplomatiques accrédités en RDC.

**Mbandaka réclame une plus forte sensibilisation contre Ebola.** Des habitants de Mbandaka (Equateur) interrogés dimanche, avant la déclaration officielle de l'épidémie d'Ebola en RDC, réclament une plus forte sensibilisation contre cette maladie. La fièvre hémorragique d'Ebola a déjà fait deux cas avérés à Djera, dans l'Equateur, sur les huit échantillons analysés à l'Institut national de recherche biologique (INRB) à Kinshasa.

**La Monusco identifie Manono comme un îlot de stabilité au Katanga.** Le territoire de Manono, a été identifié par la Monusco comme un îlot de stabilité, dans le district du Tanganyika. Le chef de la Mission de l'Onu en RDC (Monusco), Martin Kobler, l'a affirmé au cours d'une rencontre de sécurité, vendredi 25 août dernier, entre les autorités de district du Tanganyika et la délégation de la Monusco. Les autorités du district se disent encouragées dans le processus de restauration de l'autorité de l'Etat.

**Arrestation de Mike Mukebayi : l'archidiocèse de Kinshasa nie toute implication.** L'Archidiocèse de Kinshasa nie toute implication dans l'arrestation du journaliste Mike Mukebayi, éditeur du journal Congo News. Ce dernier est détenu depuis vendredi 22 août au parquet de la Gombe à Kinshasa à cause d'un article paru dans son journal qui accusait le chef de l'Eglise catholique en RDC d'avoir reçu des pots de vin du régime en place.

**Province Orientale: 13 personnes s'échappent des mains des rebelles de la LRA.** Treize personnes se sont échappées le samedi 23 août à Digba des mains des rebelles ougandais de la LRA qui les avaient pris en otage trois jours plus tôt à Sasa. Cette information a été livrée ce lundi 25 août par le président de la société civile d'Ango qui revient de Digba

**La RDC connaît sa 7e épidémie d'Ebola.** C'est la septième fois que la RDC est confrontée à la fièvre hémorragique d'Ebola, après la déclaration de cette épidémie à Djera en Equateur dimanche 24 août. Le ministre congolais de la Santé Publique, Félix Kabange Numbi, a indiqué que l'expérience acquise lors des six précédentes épidémies sera mise à contribution pour contenir la maladie. Retour sur ces épidémies que le pays connaît depuis 1976 et qui ont causé de nombreux décès. C'est en RDC, alors appelée Zaïre, que le virus Ebola est identifié pour la première fois en 1976 à Yabuku dans la province de l'Equateur. Trois cent dix-huit personnes sont infectées. Deux cent quatre-vingts en mourront. Une année après, la maladie frappe encore la RDC. La seule personne infectée ne survivra pas. L'épidémie ressurgit en 1995. Cette fois-ci, c'est dans la ville de Kikwit au Bandundu que la maladie sévit: 315 cas, 254 morts. En 2007, la même épidémie frappe Mweka 1 au Kasai-Occidental, faisant 187 morts sur les 264 cas enregistrés. L'année d'après, l'épidémie ressurgit dans la même province dans la cite de Mweka 2. Elle est plus contenue que l'année précédente. Trente-deux cas et quatorze morts sont recensés. En 2012, une épidémie d'Ebola est déclarée à Isiro en Province Orientale. Elle fera 29 morts sur les 57 cas recensés. (Radio Okapi)

**Kinshasa : les cambistes obligés d'exercer dans des bureaux de change.** Dans un arrêté publié vendredi 22 août dernier, le gouverneur de la ville de Kinshasa a interdit toute activité de change dans un lieu public ou en dehors du bureau de change. Selon André Kimbuta, cette décision qui entre en vigueur le 25 septembre prochain fait suite à l'augmentation des braquages des changeurs de monnaie observée ces derniers jours dans la ville. Deux cambistes ont été assassinés en l'espace de deux semaines dans la capitale congolaise. Les changeurs de monnaie réunis au sein de la Confédération des cambistes du Congo saluent cette mesure. Mais le président de cette association, Donat Lengu, a appelé les autorités provinciales et la Banque centrale du Congo à revoir à la baisse la caution de 3 500 \$US exigée aux cambistes avant d'ouvrir un bureau de change. Selon lui, c'est cette caution qui a obligé les cambistes à exercer dans la rue. Il a également appelé les autorités à encadrer ce secteur informel pour le rendre formel. (Radio Okapi)

**Kikwit: les enseignants menacent de boycotter la rentrée scolaire.** Les enseignants de l'Intersyndicale de l'EPSP II au Bandundu menacent de boycotter la rentrée scolaire 2014-2015, prévue le 8 septembre prochain sur l'ensemble du pays. Réunis en assemblée générale le week-end dernier, à Kikwit, ils ont affirmé conditionner leur rentrée par une augmentation de leurs salaires.

**Mardi 26 août.**

**Kamina : la ville et la base militaire sans électricité depuis 7 jours.** La ville et la base militaire de Kamina sont dans le noir depuis 7 jours. Selon le directeur de district de la Société nationale d'électricité (Snel) dans le Haut Lomami, une panne est survenue au poste de basse tension installé dans la base militaire. Michel Mutale appelle ses clients à la patience. Entre-temps, les chambres froides et magasins d'alimentation éprouvent de la peine à conserver leurs marchandises.

**Idiofa: début de la campagne de sensibilisation sur la prévention d'Ebola.** Les autorités de la zone de santé d'Idiofa ont lancé, lundi 25 août, la campagne de sensibilisation sur la prévention de la fièvre hémorragique Ebola dans ce territoire du Bandundu. Le médecin chef de la zone de santé d'Idiofa, docteur Willy Musantu, estime qu'il est nécessaire que les habitants de cette contrée soient informés sur cette épidémie qui sévit dans la province voisine de l'Equateur.

**Mbandaka : le cas suspect détecté n'a rien à voir avec Ebola, affirme Félix Kabange.** Après l'identification d'un cas suspect de fièvre hémorragique à Mbandaka (Equateur), le ministre de la Santé, Félix Kabange Numbi, invite la population de cette ville au calme. Dans une déclaration faite mardi 26 août aux responsables de médias à Kinshasa, il affirme que ce cas suspect n'a rien à voir avec l'épidémie d'Ebola qui sévit dans le secteur de Djera, dans la même province.

**Sensibilisation contre Ebola : l'UDPS sollicite les télécoms.** L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), fédération de Lubumbashi (Katanga), sollicite l'implication des entreprises des télécommunications pour qu'ils fassent passer des SMS de prévention contre le virus Ebola. Son secrétaire fédéral chargé de Justice et Droits humains, Atsia Mulunda estime que cela permettra de sensibiliser plusieurs personnes en temps réel sur les mesures de préventions à observer.

**Kasaï-Oriental : 5 016 cas de paludisme en deux semaines à Kabinda.** Au moins 5 016 cas d'infection au paludisme, dont 14 décès, ont été enregistrés en deux semaines dans le district sanitaire de Kabinda, à 153 km à l'est de Mbuji-Mayi, au Kasaï-Oriental. Selon le médecin chargé de la surveillance épidémiologique dans cette cité, la plupart des malades sont des enfants de moins de 10 ans. Pour le médecin chef de district sanitaire, l'insalubrité est à la base de la recrudescence de cas de paludisme dans cette entité.

**RDC: l'Onu appelle à la neutralisation des FDLR.** Le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé mardi 26 août à mettre hors d'état de nuire le plus vite possible les rebelles rwandais des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). Dans une déclaration proposée par la France et la Grande Bretagne adoptée à l'unanimité, les 15 pays membres « réaffirment leur soutien à la neutralisation rapide des FDLR », qu'ils estiment être « une des principales priorités pour instaurer la stabilité en RDC et dans la région des Grands lacs ».



**Sud-Kivu: les femmes préoccupées par les conflits intercommunautaires à Uvira.** Les femmes représentantes de toutes les communautés vivant dans la plaine de la Ruzizi se disent très préoccupées par les conflits intercommunautaires dans cette partie du Sud-Kivu. A l'issue de leur forum à Uvira (Sud-Kivu), mardi 26 août, elles ont estimé qu'il était « grand temps de penser à la paix dans la province ». « Nous qui sommes ici présentes, les Banyamulenge, les Barundi, les Bafuliiru, nous nous sommes dits qu'il fallait une cohabitation pacifique, que nous sommes sensés vivre ensemble. Et pour qu'on vive ensemble, il fallait que nous restaurions au moins le dialogue en famille, et que nous disions à nos maris et à nos enfants d'éviter de rendre les conflits héréditaires », a affirmé la présidente des mamans catholiques de la cathédrale d'Uvira, Justice Chiringwi. Ces femmes ont recommandé plusieurs actions prioritaires qui doivent être appuyées par le gouvernement congolais et les partenaires internationaux pour ramener la paix dans les entités en conflit. Parmi ces actions, il y a notamment : la restauration de l'autorité de l'Etat, la relance des activités des usines pour relancer des activités socio-économiques, la permutation des autorités militaires, policières et administratives pour renforcer la situation sécuritaire. Plus de 50 personnes ont pris part à ces assises qui ont débuté lundi 25 août. Ces assises de deux jours ont connu l'appui de l'Onu/Femme. Certaines communautés vivant dans la plaine de Ruzizi vivent à couteaux tirés. Elles se disputent souvent des terres. (Radio Okapi)

**Sud-Kivu: 25 agressions enregistrées à Gandja, 3 morts.** La société civile de Gandja dénonce la criminalité dans ce secteur de la province du Sud-Kivu. Son président, Wilondja Willy, affirme que plus de 25 cas d'agressions y ont été enregistrées en moins d'un mois. Bilan : trois personnes tuées, 10 blessées et plusieurs biens emportés.

**Kinshasa : début de construction de la nouvelle ambassade de la Belgique.** Les travaux de construction de l'immeuble qui va abriter la nouvelle ambassade de Belgique en RDC ont été lancés ce mardi 26 août à Kinshasa. La première pierre de l'édifice a été symboliquement posée par le ministre d'Etat Belge, Armand De Decker, et le ministre congolais des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda.

**Beni: l'armée invitée à consolider sa présence dans les anciennes zones des ADF.** La société civile du Nord-Kivu invite les Forces armées de la RDC à consolider les positions conquises après les opérations contre les rebelles ougandais des ADF. Elle indique que les habitants de Mamundioma, Mukoko, May-Moya, Kokola et Erengeti, du groupement Bambuka-Kisiki font face à l'activisme des rebelles des ADF.

**Félix Kabange: « Le secret de la gestion d'Ebola, c'est de briser la chaîne de contacts ».** Le gouvernement congolais promet de mettre en œuvre tous les moyens pour qu'il n'y ait pas de nouveaux cas d'Ebola dans les 45 jours qui vont suivre la déclaration de cette épidémie à Djera dans la province de l'Equateur le dimanche 24 août dernier. Pour gérer cette épidémie, le ministre de la Santé, Félix Kabange, estime qu'il est nécessaire de briser la chaîne de contact avec les personnes contaminées.

**Affaire Chebeya : la justice sénégalaise ouvre une information judiciaire.** La justice sénégalaise a ouvert mardi 26 août une information judiciaire sur l'affaire des défenseurs des droits de l'homme congolais Floribert Chebeya et Fidèle Bazana, assassinés en 2010 à Kinshasa. Un juge d'instruction sénégalais a entendu « les parties civiles afin de confirmer la plainte et ainsi marquer le début de l'information judiciaire », affirme un communiqué de la Fédération des ligues des droits de l'homme (FIDH), transmis à l'AFP. Cette enquête fait suite à une plainte, déposée le 2 juin 2014 par la FIDH et des avocats des familles des disparus, devant la justice sénégalaise contre Paul Mwilambe, un des policiers condamné par contumace par la justice congolaise à la peine de mort pour l'assassinat de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana et qui vit actuellement au Sénégal. La justice sénégalaise s'est dotée d'une compétence extra-territoriale. « La prochaine étape est maintenant la convocation et l'audition de Paul Mwilambwe, un acteur de cette tragédie », a précisé Patrick Baudouin, président d'honneur de la FIDH, dans le communiqué. « En confirmant cette plainte, la justice sénégalaise nous permet de croire qu'une enquête impartiale et indépendante peut finalement être menée, faire toute la lumière sur les assassinats de nos époux et rétablir leurs mémoires », a déclaré Marie-Josée Bazana, l'épouse de Fidèle Bazana cité par l'AFP. Paul Mwilambwe a été condamné à mort lors du procès au premier degré de l'assassinat de Chebeya et

Bazana. Il est considéré comme un témoin clé dans cette affaire. En 2012, il avait fait des révélations, mettant en cause le général John Numbi, ancien patron de la police congolaise, dans l'assassinat de deux défenseurs des droits de l'homme. Les avocats des familles Chebeya et Bazana ont demandé la comparution de Paul Mwilambwe lors du procès à Kinshasa. Sans succès. Le procès en appel sur ce double assassinat est interrompu depuis mai 2013. (Radio Okapi)

**Mercredi 27 août.**

**Ebola: MSF dépêche une équipe d'intervention urgente à Lokolia.** L'ONG Médecins sans frontières (MSF) va dépêcher ce mercredi 27 août une équipe d'intervention urgente à Lokolia, épice de l'épidémie d'Ebola. Nathalie Gielen, coordinatrice de MSF/Kinshasa, a déclaré à Radio Okapi que cette équipe va tenter d'isoler les cas suspects et confirmés d'Ebola.

**Ebola: la population d'Ikela appelée à éviter la viande des singes et chauves-souris.** L'administrateur du territoire d'Ikela (Equateur) appelle ses administrés à ne pas consommer la viande des singes et des chauves-souris pour prévenir d'éventuelles contaminations de l'épidémie d'Ebola. Il a fait cet appel lors du lancement, mardi 26 août, d'une campagne de prévention dans la cité d'Ikela, située à 400 km de la localité de Djera, où l'épidémie s'est déclarée. Les habitants d'Ikela sont également appelés à ne pas consommer la viande des animaux trouvés morts dans la forêt. Cette disposition ne réjouit pas certains habitants d'Ikela, qui vivent généralement des produits de la pêche et de l'élevage. Les associations et ONG d'Ikela sont invitées à multiplier leurs activités agricoles pour maintenir l'équilibre alimentaire dans la contrée. (Radio Okapi)

**La RDC et le Rwanda entament la démarcation de leur frontière commune.** Sept bornes sur les vingt-deux marquant la frontière terrestre entre la RDC et le Rwanda ont été identifiées, dans l'opération de démarcation des limites entre les deux pays lancée mardi 26 août entre le Nord-Kivu et le district de Rubavu au Rwanda. Une commission mixte RDC-Rwanda exécute ce projet, conformément à la principale recommandation de la réunion bipartite Rwanda-RDC sur la question de ces limites, tenue du 5 au 9 août derniers à Goma.

**Sud-Kivu: trois morts lors des attaques armées sur les routes d'Uvira.** Sept attaques des coupeurs de route ont été enregistrées en trois semaines sur la route nationale numéro 5, dans la plaine de la Ruzizi, qui relie la ville de Bukavu à la cité d'Uvira au Sud-Kivu. Le bilan global est de trois personnes tuées, cinq blessées et plusieurs biens de valeurs emportés, ont indiqué mercredi 27 août des sources locales. Ces informations ont été confirmées par le commandant de la Police nationale congolaise (PNC) de la cité de Kagando- Kiliba.

**RDC : les Nations unies se mobilisent pour financer la lutte contre Ebola.** Les Nations unies se mobilisent pour financer la lutte contre l'épidémie d'Ebola déclarée à Djera dans la province de l'Equateur. Le Pooled Fund, un mécanisme de financement géré par Ocha pour répondre aux besoins humanitaires en RDC, a déjà déboursé 1,5 millions de dollars américains. Le lundi dernier, le gouvernement de la RDC avait sollicité l'appui financier de ses partenaires nationaux et internationaux pour contenir cette épidémie.

**Amnistie : les avocats des insurgés Enyele réclament la libération de leurs clients.** Le collectif des avocats des insurgés Enyele demandent à l'auditeur supérieur militaire de l'Equateur d'appliquer la loi d'amnistie en faveur de leurs clients et de les libérer. Ces insurgés qui ont participé au mouvement insurrectionnel du MLIA en 2009 sont actuellement détenus à la prison centrale de Mbandaka.

**Walikale: une ONG réclame la prise en charge des victimes des violences sexuelles.** L'ONG Groupe d'appui et conseils aux réalisations pour un développement endogène (Grace) déplore que la majorité des victimes des viols ne soient pas pris en charge depuis le début de l'année dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu). Cette difficulté de prise en charge de ces victimes des violences sexuelles serait liée à la fermeture de certaines ONG humanitaires.

**Saïd Djinnit effectue sa première visite en RDC.** Le nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, a entamé mercredi 28 août sa

première visite officielle en RDC depuis sa nomination. Après son arrivée, il a rencontré le ministre congolais des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda, « pour une première rencontre introductive ». Cette visite rentre dans le cadre de la première tournée qu'il effectue dans les Grands Lacs depuis la semaine dernière. Avec le chef de la diplomatie congolaise, l'envoyé spécial de Ban Ki-moon a notamment discuté de l'accord cadre d'Addis-Abeba, signé par onze pays africains sous l'égide des Nations unies pour permettre le retour de la paix dans l'Est de la RDC en proie à des groupes armés nationaux et étrangers. Le diplomate algérien succède à Mary Robinson au poste d'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu pour les Grands Lacs. Le chef de la diplomatie congolaise s'est dit réjoui de sa nomination, saluant sa connaissance de la région. Pendant son séjour à Kinshasa, Saïd Djinnit rencontrera les responsables de la Monusco, des agences du système des Nations unies, certains membres du Gouvernement, des diplomates, de membres de la Ceni et de la société civile. Une rencontre est également prévue avec le président de la République, Joseph Kabila. (Radio Okapi)

## **Jeudi 28 août.**

**Katanga : une épidémie de choléra signalée dans le district du Tanganyika.** Le commissaire de district du Tanganyika, Jean-Félix Ilunga Mpafu, a signalé mercredi 27 août une épidémie de cholera dans les zones de santé de Kalemie et Nyemba, dans le nord du Katanga. Des dizaines de cas sont admis dans le Centre de traitement de cette maladie, a-t-il affirmé. Il assure cependant qu'aucun décès n'est déploré.

**Sud-Kivu: 15 Mai-Mai Yakutumba tués dans les combats contre les FARDC à Fizi.** Quinze Mai-Mai Yakutumba ont trouvé la mort au cours des combats qui les ont opposés, mardi 26 août, aux Forces armées de la RDC (FARDC) aux larges des localités Lubomo et Mwayenga, en territoire de Fizi (Sud-Kivu). Des sources militaires de la région affirment qu'un officier des renseignements de la force navale a été tué dans ces accrochages.

**Première journée internationale contre l'impunité des crimes contre les journalistes.** L'Assemblée générale de l'Onu a décrété le 2 novembre de chaque année la journée internationale contre l'impunité des crimes commis contre les journalistes. Le chargé de programme communication et information du bureau de l'Unesco à Kinshasa, Joseph Potopoto, l'a annoncé mercredi 27 août au cours de la conférence de presse hebdomadaire de la Monusco à Kinshasa. Selon lui, cette décision fait suite au constat selon lequel au moins 600 journalistes ont été tués à travers le monde durant les dix dernières années.

**Controverse autour de 61 containers du bois wenge au port de Matadi.** Au total, 61 containers du bois wenge au port de Matadi (Bas-Congo) seraient au point d'être exportés illégalement vers l'étranger. Lors d'une conférence de presse mardi 26 août à Kinshasa, la Coalition nationale contre l'exploitation illégale du bois qui regroupe des ONG environnementales a pointé du doigt la société Terco installée dans le territoire de Kwamouth au Bandundu. Celle-ci juge «non fondée» cette accusation, affirmant plutôt qu'elle exploite et commercialise légalement le bois en RDC. La cargaison qui fait l'objet de l'alerte se trouve au port de Matadi prête à partir en Chine. Elle contient plus de 580 grumes du bois wenge exploité frauduleusement dans la forêt wu de la province de Bandundu, selon les ONG qui accusent. Me Alphonse Longbango de la Coalition nationale contre l'exploitation illégale du bois accuse l'entreprise Terco: «Nous avons effectivement relevé le cas de Terco, qui exploite illégalement [du bois] dans la concession de Talatina. Aujourd'hui, les containers sont évacués à grande vitesse ! 61 containers sont à Matadi en train d'être évacués vers la Chine. C'est quand même grave ! » Pour lui, la cargaison en question constitue un manque-à-gagner important pour le gouvernement congolais. Si l'exploitation de ce bois était faite légalement, a estimé Alphonse Longbango, les communautés autochtones allaient bénéficier de plus de 700 000 dollars américains. De son côté, Jean-Marie Bolika, du Fonds mondial pour la nature (WWF) appelle l'Etat congolais à s'assumer face à cette pratique: «Je voudrais encore rappeler aux autorités que la problématique de l'exploitation illégale du bois dans la région de Kwamouth devient très préoccupante; car ce n'est pas la première fois pour nous de dénoncer cela. Il faudrait que l'Etat prenne encore ses mesures et qu'il y ait des sanctions appropriées à l'endroit des gens qui font l'exploitation illégale.» **«Déclaration opportuniste et mensongère».** L'entreprise Terco soutient pour sa part avoir suivi la voie légale pour l'exploitation de ce bois. Son avocat-conseil, Me Serge

Zime, juge alors «non fondée» l'accusation de cette coalition d'ONG environnementales. «Je suis sidéré par la déclaration opportuniste et mensongère de cette coalition [...] Déjà par le fait que ces containers se trouvent à Matadi, c'est que leurs contenus –les grumes – ont eu à passer par les filières normales», a-t-il expliqué. (Radio Okapi)

**Goma : les enseignants du Nord Kivu décident de boycotter la rentrée scolaire 2014-2015.** Les enseignants de la ville de Goma et ses environs, au Nord-Kivu, refusent de reprendre les activités scolaires le 8 septembre prochain. A l'issue d'une assemblée générale tenue dimanche 28 août à Goma, ces fonctionnaires exigent que le gouvernement paie leurs arriérés de salaire et mécanisent ceux qui ne le sont pas encore. Cette décision a été prise à l'unanimité par les trois comités syndicaux des enseignants du Nord-Kivu, le Syeco, la Synco et le Syecco. La ministre provinciale de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) au Nord-Kivu, Madame Adèle Bazizane, appelle les enseignants au calme, assurant que leurs revendications seront prises en compte par le gouvernement, palier par palier. (Radio Okapi)

**Katanga: le territoire de Manono enclavé après l'écroulement du pont Lukushi.** Les habitants de Manono déplorent l'écroulement en début de semaine du pont Lukushi 1, à 450 km au sud-ouest de Kalemie (Katanga). Un véhicule chargé des marchandises a provoqué cet écroulement. La société civile locale plaide pour la reconstruction rapide du pont, en vue de désanclaver ce territoire. L'administrateur de Manono, qui appelle de son côté les usagers à la patience, dit avoir contacté les autorités provinciales du Katanga à ce sujet.

**Révision constitutionnelle: une ONG dénonce la collecte obligatoire des signatures à Bukama.** La Ligue nationale paysanne des droits de l'homme (Linapedho) dénonce le caractère obligatoire de la campagne de collecte des signatures pour la révision de la constitution de la République, à Lwena, dans le territoire de Bukama (Katanga). Lancée depuis trois jours, cette campagne est menée par des opérateurs politiques de cette contrée pour recueillir 100 000 signatures à déposer au bureau de l'Assemblée nationale. Certains chefs locaux de Lwena ont été menacés pour avoir refusé d'accompagner cette démarche, selon l'ONG. Les initiateurs de cette campagne pensent l'étendre dans d'autres collectivités de Bukama, dans la mesure où Lwena ne compte que 40 000 habitants. (Radio Okapi)

**Révision constitutionnelle: le MSR appelle ses militants au calme.** Le député Norbert Ezadri Eguma, deuxième vice-président national du Mouvement social pour le renouveau (MSR) et rapporteur de l'Assemblée nationale, a appelé mercredi 27 août les militants de son parti à garder leur calme au sujet du débat actuel sur la révision constitutionnelle. Il a lancé cet appel à Isiro au cours de la convention fédérale de ce parti, deuxième force politique de la Majorité présidentielle (MP). Le deuxième vice-président du MSR a rappelé que le gouvernement a déposé «un certain nombre de projets de loi au niveau de l'Assemblée nationale pour être examinés et adoptés ». Le gouvernement avait adopté, le 10 juin 2014, quatre projets de loi dont celui relatif à la révision de certains articles de la constitution. Mais l'on ne sait pas encore les articles de la constitution qui sont concernés. Les autres textes portent sur le processus électoral. (Radio Okapi)

**Kinshasa et Kampala s'engagent à combattre ensemble les groupes armés.** Au terme de la 6e session ordinaire de la grande commission mixte RDC-Ouganda, mercredi 27 août à Kinshasa, les deux pays se sont engagés à œuvrer ensemble pour combattre les groupes armés encore actifs dans la région. Kampala et Kinshasa se sont également mis d'accord pour renforcer leur coopération.

**Kinshasa : des ONG regrettent de ne pas avoir été associées aux procès des Kulunas.** Une coalition d'une dizaine d'ONG de défense des droits de l'homme déclaré être assiégée par les familles des présumés Kulunas arrêtés pendant l'opération « Likofi » (coup de poing) lancée l'année passée par la police à Kinshasa contre des bandits. Ces organisations regrettent de ne pas avoir été associées aux procès organisés pour juger les bandits arrêtés au cours de cette opération. Ces ONG parmi lesquelles l'Asadhho, l'ACIDH et les Amis de Nelson Mandela indiquent avoir publié un rapport pour dénoncer des exécutions sommaires et des disparitions des certains bandits. Pour en savoir davantage, elles ont rencontré mercredi 27 août le commandant de la police de Kinshasa qu'ils ont interrogé à ce sujet. A en croire Grégoire Mulamba, porte-parole de cette coalition d'ONG, le général Kanyama a reconnu des dérapages dans la conduite de l'opération

Likofi mais il a nié toute disparition de kulunas. Le chef de la police de la ville de Kinshasa a indiqué que les bandits arrêtés ont été déferés devant la justice. Les ONG regrettent de ne pas avoir été associées à ces procès. (Radio Okapi)

## **Vendredi 29 août.**

**RDC : 7 nouveaux cas d’Ebola à Djera.** Le ministre de la Santé, Félix Kabange, a annoncé jeudi 28 août que sept nouveaux cas d’Ebola ont été confirmés par des analyses de laboratoire. Ce qui porte à treize le nombre des personnes affectées par ce virus dans le secteur de Djera, dans le Nord de l’Équateur, où l’épidémie a été déclarée. Le ministre assure que pour le moment l’épidémie est contenue dans ce seul secteur.

**Bunia: des personnes vivant avec handicap reçoivent des moyens de mobilité.** Des personnes vivant avec handicap reçoivent depuis mercredi 27 août à Bunia (Province Orientale) des tricycles, des chaises roulantes, des sièges de toilettes et des béquilles. Cette opération est organisée par l’église protestante Ceca 20 francophone, en collaboration avec Global Mobility, une ONG américaine. Selon ces deux organisateurs, ce don vise à soulager la peine des bénéficiaires en leur offrant des possibilités d’autonomie.

**Nord-Kivu: récurrence de kidnappings à Beni et Lubero.** Les notables et dignitaires des territoires de Beni et Lubero, dans le Nord-Kivu, sont de plus en plus la cible de kidnapping de la part de bandits armés. Médecins, infirmiers, pasteurs et opérateurs économiques ont leurs têtes mises à prix par des réseaux de kidnappeurs. Ces derniers exigent des rançons exorbitantes avant de libérer leurs otages. La nuit du mardi 26 au mercredi 27 août, dans la localité de Kauli, le pasteur Jean Muhindo a été kidnappé. Les ravisseurs de ce pasteur de la paroisse protestante de l’église CBCA de Kauli, en groupement Luongo, territoire de Lubero, exigeraient à présent 12 000 dollars américains pour sa libération. Selon la société civile du Nord-Kivu, en l’espace de dix jours, plus de cinq personnes ont été kidnappées et libérées après le paiement de fortes rançons, variant entre 30 000 et 150 000 dollars américains. Me Omar Kavota, porte-parole de cette structure citoyenne, demande donc l’implication des autorités provinciales pour mettre fin à ce phénomène. (Radio Okapi)

**Saïd Djinnit réitère la volonté de l’Onu d’accompagner les élections en RDC.** Le nouvel envoyé spécial des Nations unies dans la région des Grands-lacs, Saïd Djinnit, a réitéré la volonté de son institution d’accompagner le processus électoral congolais. Le diplomate algérien l’a redit, jeudi 28 août, après un entretien à Kinshasa avec le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) Abbé Apollinaire Malumalu. L’envoyé spécial de Ban Ki-Moon effectue sa visite au moment où la Ceni effectue en provinces les opérations de fiabilisation du fichier électoral et de stabilisation de la cartographie électorale. Les électeurs et les lieux du déroulement de vote seront identifiés et enregistrés pour la bonne organisation des élections urbaines, municipales et locales, annoncées en 2015.

**La RDC veut introduire l’éducation pour la paix dans le programme scolaire.** Le ministère de l’Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) veut introduire l’éducation pour la paix dans le système éducatif congolais. Selon le conseiller international chargé de la coopération au sein de ce ministère, Jovin Mukadi, ce nouveau programme vise à prévenir les conflits en RDC. L’éducation pour la paix jouerait alors un rôle important dans la reconstruction sociale et plus particulièrement dans les sociétés affectées par les conflits, a-t-il estimé.

**Affaire Mike Mukebayi : Freedom For journalists prévoit un nouveau sit-in Kinshasa.** Freedom for journalists (FFJ) prévoit ce vendredi 29 août un nouveau sit-in devant la résidence officielle du Cardinal Monsengwo à Kinshasa. L’ONG veut obtenir la libération immédiate du journaliste transféré à la prison centrale de Makala depuis lundi dernier. Au cours d’une conférence de presse jeudi, FFJ a estimé que Mike Mukbayi est victime d’une série d’entorses de procédure aussi bien dans la plainte déposée contre lui que dans son arrestation. Pour FFJ, la plainte qui a servi de base à l’arrestation du patron de RDCongo news était adressée au directeur du journal et non à son patron. En outre, le préalable de convocation avant arrestation n’a pas été respecté. Dénonçant une arrestation arbitraire, le directeur de FFJ, Desiré Kazadi, appelle à la libération immédiate du

journaliste. Ffj veut donc faire pression sur le cardinal Monsengwo en organisant un sit-in devant sa résidence. L'Observatoire des médias congolais (Omec) et l'Union nationale de la presse du Congo (UNC) invitent les pouvoirs publics à laisser la corporation elle-même régler les plaintes contre le journaliste Mike Mukeyayi. L'UNPC indique par ailleurs qu'elle poursuit les démarches en vue de la libération du journaliste écroué à Makala. (Radio Okapi)

**Shabunda : les affrontements entre FARDC et Raïa Mutomboki ralentissent les activités.** Les activités socio-économiques tournent au ralenti à Shabunda centre, au sud-ouest de Bukavu, province du Sud-Kivu. Dans la partie nord-est de la ville, la corniche d'Ulindi, les magasins, boutiques et petits marchés sont fermés, et le quartier vidé de tous ses habitants. La situation sécuritaire est tendue depuis mercredi 27 août. Le commandant du 1010e régiment des Forces armées de la RDC affirme que les miliciens Raïa Mutomboki, du groupe Sisawa, ont lancé une riposte contre les FARDC, après une attaque de leurs positions jeudi dernier à Mongole, à 7 km au nord-est de Shabunda centre.

**Kasaï-Occidental: installation d'un tribunal pour enfants à Kananga.** Le tribunal pour enfant a été installé, jeudi 28 août, à Kananga (Kasaï-Occidental) dans un bâtiment réhabilité par la Monusco à hauteur de près de 25 000 dollars américains. Cette juridiction aura la compétence de traiter des cas litigieux des enfants en conflit avec la loi dans cette province.

**Sud-Kivu: rentrée scolaire hypothétique pour les enfants de déplacés à Sange.** Environ 1 500 enfants de déplacés de Mutarule risquent de ne pas reprendre le chemin de l'école, dans la cité de Sangé, située à 70 km au Sud de la ville de Bukavu (Sud-Kivu). Les parents de ces enfants ont exprimé leur inquiétude devant la presse locale à Sange, jeudi 28 août, soit 11 jours avant la rentrée scolaire 2014-2015 fixée au 8 septembre prochain dans l'ensemble du pays. «C'est difficile de parler de la rentrée scolaire pour les enfants de déplacés de Mutarule, où aucune famille n'est à mesure de prendre en charge ses enfants. C'est difficile que les enfants aillent à l'école surtout les familles de six voire huit enfants», a déclaré Janvier Hatari, habitant de Mutarule qui vit à Sange avec sa famille craignant l'insécurité dans sa localité. A l'occasion, il a sollicité l'implication des autorités nationales, provinciales et des humanitaires. Il a par ailleurs déploré le fait que les cinq écoles (trois primaires et deux secondaires) mises à leur disposition n'ont pas de bâtiments pour fonctionner convenablement. Environ 4 800 déplacés de Mutarule vivent, depuis juin dernier, sans assistance dans la cité de Sangé, depuis le massacre d'une trentaine de villageois de leur localité. (Radio Okapi)

**Katanga: des creuseurs seraient ensevelis dans les galeries de la carrière de Lupoto.** Des creuseurs artisanaux affirment que leurs collègues sont ensevelis depuis le jeudi 28 août dans les galeries de la carrière minière de Lupoto dans le territoire de Kipushi. Ils auraient été surpris sous la terre pendant que l'entreprise Luna Mining effectuait des travaux de traçage des routes dans cette carrière qu'elle exploite en partenariat la Gécamines depuis le début de l'année. Le nombre de personnes ensevelies n'est pas connu. Le chef du village Inakiluba situé à proximité de la carrière de Lupoto affirme que l'entreprise Luna Mining avait annoncé que ces travaux auraient lieu il y a quelques jours. Mais les creuseurs soutiennent que certains de leurs collègues étaient encore sous les galeries quand les engins de Luna Mining traçaient les routes. (Radio Okapi)

**RDC: un plan d'action contre les violences sexuelles en élaboration.** Le gouvernement congolais élabore un plan d'action contre les violences sexuelles à travers le pays. Les travaux d'élaboration de ce plan ont été lancés, vendredi 29 août à Kinshasa, en présence de la représentante spéciale du secrétaire général de l'Onu en charge des violences sexuelles en temps de conflits, Zainab Awa Bangura.

**Les détenus de la prison centrale de Mbanza-Ngungu manquent de nourritures.** Plus de trois cents détenus de la prison centrale de Mbanza-Ngungu au Bas-Congo manquent d'eau et de nourritures depuis plusieurs semaines. Le porte-parole des aumôniers de cette maison carcérale, abbé Alphonse Ndandu, qui a livré cette information vendredi 29 août lance un appel à l'aide.

**RDC : la société civile invitée à vulgariser l'accord d'Addis-Abeba.** Une journée de consultations nationales sur l'implication de la société civile dans le suivi et l'évaluation de la mise

en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba a été organisée vendredi 29 août à Kinshasa. Les acteurs de la société civile y ont été invités à vulgariser cet accord signé par onze pays africains pour permettre le retour de la paix dans l'Est de la RDC.

**RDC : Sanru remet des véhicules à 10 ONG et à l'armée.** L'association Santé rurale (Sanru) a remis vendredi 29 août onze véhicules 4×4 à dix organisations de la société civile œuvrant dans le secteur de la santé et à l'armée congolaise. Ces véhicules acquis sur financement du Fonds mondial sont destinés à améliorer l'action de ces institutions dans la lutte contre le paludisme. Sanru est bénéficiaire des financements du Fonds mondial dans le cadre de la lutte contre le paludisme et le Sida. Elle collabore avec 24 autres sous-bénéficiaires dont 19 de la société civile et 5 du secteur public. Ses actions couvrent 296 zones de santé sur le 516 que compte la RDC.

**Samedi 30 août.**

**Saïd Djinnit: «Les Grands Lacs doivent être débarrassés de toutes les forces négatives».** «Les Grands Lacs doivent être débarrassés de toutes les forces négatives, que ce soit au Congo ou dans d'autres parties de la région», a déclaré à Kinshasa Saïd Djinnit, le nouvel envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu pour les Grands Lacs. Le diplomate algérien a clôturé vendredi 29 août sa première visite officielle en RDC. Pour lui, la prolifération des groupes armés a introduit des malentendus, la suspicion et la méfiance entre les Etats membres de la région.

**RDC : les fonctionnaires réclament un nouveau barème salarial dans le budget 2015.** Les agents et fonctionnaires de l'Etat réclament l'application, dans le projet de budget 2015, du nouveau barème salarial convenu avec le gouvernement. Ce projet devrait être déposé au Parlement en septembre. A l'issue d'une assemblée générale vendredi 29 août à la place Golgotha, à Kinshasa, ils ont lancé un préavis de grève à l'endroit des autorités. Ils exigent une réponse à leur revendication avant la rentrée scolaire prévue le 8 septembre.

**CEEAC : évaluation du plan d'action pour l'amélioration du transport aérien.** Les ministres des Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, en charge l'aviation civile, évaluaient vendredi 29 août à Kinshasa le plan d'action pour l'amélioration du transport aérien en Afrique centrale. L'objectif de ce plan est d'avoir, dans la sous-région, un transport aérien sûr, sécuritaire, régulier et à coûts abordables. Une réunion de 4 jours des experts de ces pays avait précédé celle des ministres. Ceux-ci avaient conclu que le chemin est encore long et la marche forcement difficile pour atteindre les cinq objectifs fixés par ce plan d'action. Ce plan d'action prévoit : 1.l'amélioration du cadre institutionnel et réglementaire du transport aérien ; 2.l'amélioration de la desserte aérienne entre les Etats membres ; 3.la réduction des coûts des services aériens ; 4.l'application intégrale de la décision de Yamoussoukro relative à la libéralisation de l'accès aux marchés de transport aérien en Afrique et 5.l'amélioration de la sûreté et de la sécurité de l'aviation civile. Son exécution devrait se dérouler entre 2008 et 2015. (Radio Okapi)

**Nord-Kivu : soupçons d'une présumée reconstitution du M23 à Rubaya.** L'ancien mouvement rebelle du M23 serait en train de se reconstituer depuis 3 mois à Rubaya, à environ 60 km au nord-est de Goma (Nord-Kivu). Selon des sources sécuritaires, ces anciens rebelles procéderaient à des recrutements en vue de créer un nouveau mouvement, le M27. La Mission de l'Onu en RDC (Monusco), pour sa part, reconnaît des mouvements suspects dans la région, sans pouvoir les déterminer pour l'instant.

**Province Orientale : 12 anciens otages des rebelles ougandais de la LRA arrivés à Ango.** Douze anciens otages des rebelles ougandais de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) sont arrivés vendredi 29 août dans la chefferie Sasa, en territoire d'Ango, en Province Orientale. Ces otages, des Congolais et des Ougandaises, affirment avoir échappé à leurs ravisseurs. Selon la société civile locale, certains auraient été kidnappés depuis 2004 et d'autres seulement la semaine dernière dans la localité de Bili, en territoire de Bondo.

**Mbandaka : le gouvernement appelé à intensifier les mesures de préventions contre Ebola.** Les partis politiques de l'opposition invitent le gouvernement provincial de l'Equateur à intensifier

les mesures de protection de la population contre l'épidémie de fièvre hémorragique d'Ebola qui sévit à Boende en district de la Tshuapa. Dans une déclaration faite samedi 30 août, ils invitent aussi à l'exécutif provincial de bien outiller les surveillants de la mise en quarantaine de ce district.

**Ituri : la Monusco annonce des frappes ciblées contre les rebelles de FRPI.** La Monusco va lancer « très bientôt » des frappes ciblées contre les rebelles de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) de Cobra Matata. Le commandant de la Force des Nations unies au Congo, le général Dos Santos Cruz l'a annoncé samedi 30 août à Goma au Nord-Kivu, dans une intervention à Radio Okapi. Pour lui, les exactions et autres violations des droits humains, commises par les combattants de ce groupe rebelle sur les populations civiles en Ituri, sont devenues « insupportables ». « La population est fatiguée et traumatisée après un an d'activisme de ce groupe armé », a déclaré le général Dos Santos Cruz. En juillet dernier, des miliciens de la FRPI étaient accusés d'avoir violé une femme de 20 ans dans la localité de Kitoma. Deux jours plus tard, ils étaient accusés d'avoir violé une autre fille de 15 ans. Depuis environ une semaine, les chefs locaux de Walendu Bindi négocient la reddition de ces miliciens. (Radio Okapi)

**Procès Chebeya: la Cour suprême de justice se déclare incompétente.** La Cour suprême de justice s'est déclarée incompétente à statuer sur le contrôle de constitutionnalité dans l'affaire Chebeya et Bazana. La Cour a rendu son arrêt vendredi 29 août dans la soirée, en l'absence des avocats de la partie civile qui avait claqué la porte. Elle a décidé de renvoyer l'affaire à la Haute Cour militaire pour poursuivre le procès en appel, au grand dam de la partie civile.

**Dimanche 31 août.**

**Katanga: 15 000 retournés d'Upemba sans assistance humanitaire.** Plus de quinze mille retournés du groupement Upemba, chefferie de Butumba, dans le territoire de Bukama (Katanga) vivent sans assistance humanitaire. Ils sont dépourvus de tout. L'ONG «Action mieux être de Bukama», qui a livré cette information samedi 30 août, a indiqué que ces personnes qui avaient trouvé refuge dans des contrées voisines ont regagné leurs villages depuis les mois de mars et avril derniers.

**Beni: les FARDC présentent 21 ex-otages et combattants des ADF.** Les FARDC ont présenté à la presse samedi 30 août vingt-et-une personnes, dont un agent de l'ONG Médecins sans frontières, qui avaient été kidnappées en juillet 2013 par les rebelles ougandais des ADF. L'armée promet de poursuivre sa traque contre ces rebelles, avec l'appui de la Monusco, pour obtenir la libération d'autres civils encore en otage.

**Commandant des FARDC au Nord-Kivu, le général Bahuma est décédé.** Le commandant de la 8<sup>e</sup> région militaire, le général-major Lucien Bahuma Ambamba, est décédé samedi 30 août à Pretoria en Afrique du Sud des suites d'un Accident cardiovasculaire cérébral (AVC). Le porte-parole des FARDC, le général Léon Kasonga, l'a annoncé dimanche 31 août à Radio Okapi. Le général Bahuma a été attaqué par l'AVC jeudi à Kasese en Ouganda vers 20h30 locales, alors qu'il prenait part avec son homologue ougandais à une rencontre dans le cadre des consultations périodiques mixtes pour l'évaluation de la situation sécuritaire à la frontière commune, a précisé le général Kasonga, lisant un communiqué officiel du ministère de la Défense nationale.

**Goma: marche de colère des épouses des militaires après la mort du général Bahuma.** Après l'annonce du décès du commandant de la 8<sup>e</sup> région militaire, le général Bahuma Ambamba, des épouses des militaires ont organisé, dimanche 31 août, une marche de colère dans les rues de la ville de Goma au Nord-Kivu. Pour ces femmes, « le général Bahuma aurait été éliminé ». C'est en scandant des slogans hostiles au pouvoir de Kinshasa que ces épouses des militaires ont quitté le camp militaire de Katindo vers la résidence du général Bahuma. Sur place, elles ont rencontré une résistance de la part de la police militaire. Celle-ci est parvenue à ramener les manifestantes au camp Katindo. Entre temps, dans les rues de Goma, plusieurs habitants se disent étonnés de la mort du général Bahuma, qui a combattu le M23 puis les rebelles ougandais des ADF. Ils estiment que « le pays avait encore besoin de lui ». « **Grande perte** ». Dans un communiqué publié le même dimanche, la société civile de Beni, qualifie la mort du général Bahuma de grande perte. Elle déplore la disparition de l'ancien commandant en charge de l'opération « Sokola » pour le



désarmement des rebelles Ougandais de l'ADF. « Il [le général Bahuma] faisait la fierté des FARDC et était considéré comme le libérateur de la population du territoire de Beni des exactions des rebelles Ougandais de l'ADF », soutient la société civile de Beni. Dans ce même document, cette organisation citoyenne appelle la population au calme en attendant le programme officiel des obsèques du Général Jean-Lucien Bahuma. Dans les rues de Beni, les habitants de ce territoire se disent être sous le choc de ce haut officier qu'ils considèrent comme un militaire modèle et qui était prêt à sacrifier sa vie pour libérer la population. Ces personnes souhaitent également que la mort de Bahuma n'empiètent pas sur les opérations menées contre les ADF. (Raio Okapi)

**Mort du général Bahuma : Julien Paluku appelle la population au calme.** Quelques heures après l'annonce officielle de la mort du général Bahuma Ambamba, le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku a appelé la population au calme. Selon lui, certains « ennemis profitent de pareil moment pour infiltrer les différentes couches ».

**RDC : plaidoyer pour l'implication des militaires dans la lutte contre les violences sexuelles.** A la clôture samedi 30 août de l'atelier d'élaboration du plan d'action de l'armée nationale, les participants ont recommandé l'élaboration d'un plan d'action qui impliquerait les militaires dans la lutte contre les violences sexuelles en RDC. Les soldats congolais sont souvent accusés de commettre des viols et autres types de violences sur les populations civiles. Ce document devra intégrer non seulement les procédures à mener pour décourager les violences sexuelles perpétrées par les soldats et les policiers, mais il devra aussi garantir la protection des civils et témoins.

**Kinshasa: des jeunes de Masina achèvent leur campagne d'assainissement.** Environ 80 jeunes de la commune de Masina dans l'Est de Kinshasa, filles et garçons, ont bouclé samedi 30 août la campagne d'assainissement à laquelle ils ont participé pendant toutes les vacances. Ces jeunes avaient ainsi répondu à l'appel de l'ONG congolaise «Amis de l'écologie», qui œuvre dans l'éducation des jeunes et la protection de l'environnement. L'ONG «Amis de l'écologie» a remis des brevets à ces jeunes volontaires pour les encourager. A cela s'ajoutent quelques fournitures scolaires composées de cahiers, stylos et tissus bleu – blanc pour la rentrée scolaire prochaine. Le président de cette ONG, Jean Zaloso, précise qu'au cours de cette campagne, il a été question de «faire voir aussi à la population les risques de non protection de l'environnement et les risques de l'insalubrité.» (Radio Okapi)